

RAPPORT ANNUEL 2023

Investir dans les petits exploitants agricoles pour promouvoir un avenir résilient



| | |
|---|----|
| À PROPOS DU GAFSP | 3 |
| LETTRE DES PRÉSIDENTS | 4 |
| LETTRE DES ORGANISATIONS DE PRODUCTEURS..... | 6 |
| | |
| Le défi | 7 |
| La mission du GAFSP | 10 |
| Fonctionnement du GAFSP | 13 |
| Le portefeuille de programmes en bref | 15 |
| Subventions par pays..... | 17 |
| Subventions accordées aux organisations de producteurs..... | 23 |
| Investissements du secteur privé..... | 28 |
| | |
| Renforcer la résilience des agriculteurs | 35 |
| Travailler à la mise en place d'une agriculture et de systèmes alimentaires résilients..... | 35 |
| | |
| Thèmes transversaux | 37 |
| Intensifier l'action climatique pour adapter et transformer l'agriculture | 37 |
| Intégrer l'apport d'un soutien aux femmes dans l'ensemble du système agroalimentaire .. | 41 |
| Édifier un monde dans lequel les populations pauvres et vulnérables ont une alimentation nutritive | 44 |
| Atténuer les effets des conflits et de la violence..... | 47 |
| Création d'emplois dans le secteur agricole..... | 51 |
| | |
| Nos priorités pour 2024 | 54 |
| | |
| Annexes | 56 |
| Annexe 1. Soutien des bailleurs de fonds..... | 57 |
| Annexe 2. Comité directeur | 58 |
| Annexe 3. projets..... | 61 |

À PROPOS DU GAFSP

Le Programme mondial sur l’agriculture et la sécurité alimentaire (GAFSP) est un partenariat multilatéral ainsi qu’une plateforme de financement qui a pour mission d’améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le monde entier.

Lancé par le G20 dans le droit fil des mesures prises à l’échelle mondiale pour faire face à la crise des prix alimentaires de 2007-2008, le GAFSP s’emploie à établir des systèmes agricoles et alimentaires résilients et durables dans les pays les plus pauvres du monde.

Depuis 2010, le GAFSP a réuni plus de 2,5 milliards de dollars émanant de bailleurs de fonds et a procuré des ressources financières et techniques – subventions, assistance technique, prêts concessionnels, financements mixtes et services de conseil – à des projets conçus en réponse à la demande tout au long de la filière agricole, « de la ferme à la table ». Les autorités publiques, les organisations d’agriculteurs et de producteurs et le secteur privé, qui conçoivent et mettent en œuvre ces projets en partenariat avec une agence

multilatérale de développement de leur choix, pilotent ces efforts.

Les cinq premiers bailleurs de fonds - **le Canada, l’Espagne, les États-Unis, la République de Corée et la Fondation Bill et Melinda Gates** - ont été rejoints par sept autres : **l’Allemagne, l’Australie, l’Irlande, le Japon, la Norvège, les Pays-Bas et le Royaume-Uni**. Les parties prenantes du GAFSP – bailleurs de fonds, pays partenaires, agences multilatérales de développement et organisations de la société civile - travaillent de concert pour améliorer la vie des petits exploitants agricoles, de leurs familles et de leurs communautés. Des millions de personnes pauvres et vulnérables bénéficient du soutien systématique du GAFSP et de son action résolue en faveur du renforcement de l’agriculture et des systèmes alimentaires.

BILL & MELINDA
GATES foundation



Période de référence : janvier à décembre 2023

Lettre des présidents

En 2023, près de 282 millions de personnes, soit 24 millions de plus qu'en 2022, souffraient d'une faim aiguë. Nous nous sommes considérablement éloignés de notre objectif qui consistait à éliminer la faim d'ici 2030. En effet, selon la FAO, environ 590 millions de personnes, c'est-à-dire pratiquement le même nombre qu'en 2015, lorsque le programme de développement durable a été lancé, seront encore confrontées à la faim en 2030.

Il reste beaucoup à faire.

La communauté mondiale a de plus en plus conscience des liens étroits qui existent entre les défis posés par la pauvreté, la faim, le changement climatique et les conflits. Elle s'emploie par conséquent, dans de nombreuses instances, à chercher de meilleures réponses à ces questions complexes et à démultiplier son impact en menant une action concertée. L'adoption par 159 pays de la Déclaration sur l'agriculture durable, les systèmes alimentaires résilients et l'action climatique présentée par les Émirats arabes unis à la COP28 offre une excellente possibilité de mieux intégrer les réponses apportées par le GAFSP aux défis de la faim et du changement climatique.

Le GAFSP a prouvé en 2023, dans le contexte de la crise alimentaire mondiale déclenchée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie, qu'il était en mesure de réunir rapidement des financements au titre d'investissements réalisés aux niveaux national et local et de garantir la qualité des projets en soumettant ces derniers à de rigoureux examens techniques indépendants. En à peine plus d'un an, plus de 300 millions de dollars ont été mobilisés à l'appui des autorités publiques et des organisations de producteurs.

Le GAFSP a une profonde compréhension de ce qui est nécessaire pour faire face aux interconnexions entre le climat, la nutrition, la génération de revenus et les questions de genre dans les systèmes agricoles et alimentaires — et continuera en 2024 de tirer parti des résultats qu'il a obtenus. La robuste panoplie des outils du GAFSP, notamment les subventions, l'assistance technique, les financements concessionnels mixtes et les services de conseil, ainsi que la place qu'il réserve aux projets motivés par la demande tout au long de la chaîne alimentaire et sa gouvernance diversifiée et inclusive, continuent d'être les garants de son efficacité.

L'accent mis par le GAFSP sur les petits exploitants continuera d'être essentiel à la mise en place de systèmes agroalimentaires résilients et durables et à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des plus vulnérables.

Les petits exploitants agricoles produisent environ 35 % de la nourriture mondiale sur seulement 12 % des terres. L'impact de la croissance du secteur agricole sur l'augmentation des revenus des plus pauvres est deux à quatre fois plus élevé que celui d'autres secteurs, et pourrait être amplifié par une réduction des inégalités entre les femmes et les hommes. L'élimination des disparités entre les sexes dans les systèmes agroalimentaires aurait pour effet d'accroître de 1 % le PIB mondial et de réduire de 45 millions le nombre de personnes souffrant d'insécurité alimentaire.

Les petits exploitants agricoles sont les plus durement touchés par les effets du changement climatique. Bien que leurs besoins de financement à des fins d'adaptation soient considérables — ils atteindraient, selon les estimations, 212 milliards de dollars par an à l'horizon 2030 à l'échelle des pays en développement — ils ne bénéficient aujourd'hui que de 2 % des financements destinés à la lutte contre le changement climatique. Dans le même temps, ils ont un impact direct sur l'environnement, car ils sont les gardiens d'une grande partie des ressources naturelles de la planète. Les associer aux efforts visant à remédier à la dégradation et à la baisse de la productivité des sols contribuera par conséquent à protéger l'eau, les terres et d'autres ressources précieuses.

Étant donné l'intérêt manifeste que présente l'apport d'un soutien aux petits exploitants agricoles dans nombre des pays les plus pauvres du monde, y compris ceux qui sont en proie à des conflits et à la violence, la réalisation d'investissements porteurs de transformation dans une agriculture et des systèmes alimentaires inclusifs, durables et résilients ciblant les petits exploitants devrait être considérée comme une priorité fondamentale. Le GAFSP, plateforme agile et efficace, peut servir à regrouper, mobiliser et orienter les financements au titre du développement de manière à relever ces défis.

En 2023, le Comité directeur du GAFSP a pris une mesure importante en lançant le nouveau volet de financement des investissements des entreprises (BIFT)

afin de renforcer la capacité du Programme à associer et à mobiliser le secteur privé. Le projet pilote BIFT mis en œuvre en octobre 2024 apportera un soutien à des solutions innovantes conçues pour s'attaquer aux obstacles rencontrés par les petits exploitants agricoles à vocation commerciale et les entreprises agroalimentaires en phase de démarrage lorsqu'ils chercheront à obtenir des financements.

Ce rapport montre comment les fonds versés par nos bailleurs ont permis de réaliser en temps opportun des

investissements indispensables qui contribueront à créer ou à renforcer la résilience de certaines des communautés les plus pauvres du monde.

Nous appelons toutes les parties prenantes à collaborer avec nous pour faire face aux besoins pressants des populations les plus vulnérables, renforcer les systèmes alimentaires, protéger la nature et la biodiversité et éliminer les formes les plus extrêmes de pauvreté, de faim et de famine.

Lettre des organisations de producteurs

Le GAFSP a été constitué en 2010 dans le but de répondre à la crise alimentaire de 2007-2008. Au cours des dix dernières années, il a été en mesure de s'adapter aux défis qui n'ont cessé de se poser, de modifier sa structure et de cibler ceux qui avaient les plus grands besoins. Les petits agriculteurs, qui produisent la majeure partie des denrées alimentaires à l'échelle mondiale, collaborent avec le GAFSP grâce à un large éventail d'instruments financiers qui peuvent être aisément adaptés en fonction des différents niveaux et des diverses natures et capacités des organisations de producteurs.

Lorsqu'il accorde des subventions aux pays, le GAFSP demande que les projets soient conçus et développés en collaboration avec les organisations de producteurs et en consultation avec les organisations locales de la société civile. Les ressources sont spécifiquement destinées à l'apport d'un soutien aux agriculteurs les plus pauvres et au financement des infrastructures dont ils ont besoin pour prospérer.

En 2020, le GAFSP a mis en place le « volet de financement piloté par les organisations de producteurs » afin de pouvoir fournir directement son appui aux organisations de producteurs. Ce mécanisme innovant a été conçu sachant que les organisations agricoles structurées avaient la capacité d'agir et devaient être considérées, non pas comme des bénéficiaires, mais comme des partenaires dans le cadre de l'élaboration et de la mise en œuvre des projets. Les organisations de producteurs, conjointement à l'une des entités de supervision du GAFSP (institutions des Nations Unies chargées des questions alimentaires et/ou banques de développement), peuvent solliciter des subventions afin de financer les projets qu'ils souhaitent monter et, ainsi, surmonter les difficultés que leur posent l'obtention de financement, l'accès aux marchés, le renforcement des capacités, le changement climatique et le passage à une agriculture durable.

En 2023, le GAFSP a annoncé l'apport de nouveaux fonds à hauteur de 33,93 millions de dollars au titre de 15 projets pilotés par des organisations de producteurs dans 13 pays dans le cadre de son septième appel à propositions ; son portefeuille compte donc à présent 32 projets d'organisations de producteurs en cours de conception ou d'exécution.

Le GAFSP poursuit son action en intégrant une nouvelle modalité de financement dans le volet de financement des investissements des entreprises (BIFT). Cette dernière doit permettre de tirer parti de ressources limitées

disponibles sous forme de subventions et de financements concessionnels en les utilisant à différentes échelles géographiques pour attirer des fonds privés nouveaux et supplémentaires et financer des investissements axés sur la réalisation des objectifs de développement durable. Les organisations de producteurs participeront à la gouvernance de ce mécanisme et devraient jouer un rôle actif dans la gestion des fonds alloués.

Le GAFSP associera ces outils financiers de diverses manières de manière à être une source de financement flexible et à soutenir des organisations de producteurs aux capacités et aspirations diverses. Il permettra aussi à ces dernières, grâce aux initiatives qu'il appuie, de participer activement à l'agriculture nationale et à la mise en œuvre des politiques correspondantes.

La faim, qui avait reculé pendant des dizaines d'années, regagne malheureusement du terrain. Les défis interdépendants que posent les conflits, le changement climatique, le ralentissement de l'économie à la suite de la pandémie et les flambées des prix des denrées alimentaires provoquées par la guerre ont accru les inégalités et plongé de nombreux pays dans une nouvelle crise alimentaire.

En tant qu'organisations de la société civile participant à la gouvernance du GAFSP, nous persistons à croire que la finance internationale doit faire une place centrale aux petits exploitants agricoles pour inverser la tendance actuelle à l'accroissement de l'insécurité alimentaire dans le monde. Nous félicitons le GAFSP des résultats importants qu'il a obtenus en 2023, en apportant un soutien à 20 671 groupes d'agriculteurs et en mettant en relief les avantages liés à l'action climatique, les efforts dans le domaine de la nutrition et la réduction des disparités entre les femmes et les hommes. Nous sommes aussi convaincus que les organisations de la société civile sont des acteurs essentiels qui ont contribué aux réalisations du GAFSP. Nous apprécions à sa juste valeur la gouvernance inclusive du GAFSP et nous continuerons à nous efforcer de soutenir efficacement le rôle des organisations de la société civile.

Alors que l'insécurité alimentaire mondiale continue d'être aggravée par les conflits et les catastrophes climatiques, nous demandons de renouveler l'engagement pris pour soutenir les initiatives, comme le GAFSP, qui aident à atteindre l'objectif qui consiste à éliminer la faim et à promouvoir la sécurité alimentaire et la nutrition pour tous.

LE DÉFI

Au début de 2024, 282 millions de personnes étaient confrontées à une insécurité alimentaire aiguë nécessitant la fourniture d'urgence d'une aide alimentaire et de moyens de subsistance, et ce pour la cinquième année consécutive.

La majorité des personnes souffrant d'insécurité alimentaire se trouve dans les zones où sévissent des conflits, notamment en Palestine, dans la bande de Gaza, et au Soudan, qui affiche à présent le plus grand nombre de personnes déplacées au monde. L'insécurité alimentaire et nutritionnelle s'étend toutefois pour d'autres raisons, notamment le changement climatique et des facteurs socio-économiques.

Les chocs économiques mondiaux ont intensifié l'insécurité alimentaire et nutritionnelle en 2023, en particulier pour les petits exploitants agricoles.



L'invasion de l'Ukraine par la Russie, qui a eu des répercussions sur le prix des carburants, des engrais et d'autres produits alimentaires, a perturbé la production et le commerce agricoles. La pandémie de COVID-19 continue d'avoir des répercussions. Conjointement, ces différents facteurs entravent les progrès en direction de l'objectif de développement durable n° 2 (ODD 2) « Faim zéro », malgré les efforts déployés à l'échelle mondiale pour améliorer l'accès à des régimes alimentaires sains et d'un coût abordable et à des aliments sûrs et nutritifs dans les pays à faible revenu.

Les femmes sont de plus en plus menacées. Dans certains pays dans lesquels le GAFSP poursuit des activités, les femmes produisent jusqu'à 80% des aliments, ce qui a un impact considérable sur la nutrition des familles et la santé liée au régime alimentaire. Il est essentiel d'apporter un soutien aux femmes travaillant dans l'agriculture, notamment en augmentant leur productivité et en leur donnant accès à des marchés. Cependant, lorsque les crises éclatent, les femmes et les filles font partie des premières victimes, car elles sont particulièrement touchées par les déplacements forcés, les violences fondées sur le genre et le manque d'accès à la justice. [La situation d'urgence climatique aggrave les inégalités entre les hommes et les femmes, de sorte qu'il est encore plus difficile à ces dernières de faire face aux effets cumulés des crises actuelles.](#)

La question de la sécurité alimentaire et nutritionnelle a reçu une plus grande attention des milieux politiques mondiaux en 2023, mais la situation ne s'améliore pas. Nous devons remédier à cette situation sans plus attendre.

Les investissements qui peuvent être effectués grâce aux mécanismes du GAFSP ne satisfont qu'à une fraction des besoins, les petits exploitants agricoles recevant un pourcentage trop faible des financements mondiaux émanant du système de développement. Selon un rapport de la Climate Policy Initiative, seulement 0,8 % des financements climatiques parviennent jusqu'aux petits exploitants agricoles, soit 44 % de moins qu'en 2018¹. Le fossé se creuse

¹ CPI [Daniela Chiriac, Harsha Vishnumolakala et Paul Rosane]. 2023. *The Climate Finance Gap for Small-Scale Agrifood Systems: A Growing Challenge*. Climate Policy Initiative.



21.5% DES HABITANTS DE PAYS EN PROIE À DES CRISES ALIMENTAIRES ONT ÉTÉ CONFRONTÉS À UNE INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AIGÜE EN 2023

LES PRINCIPAUX FACTEURS DES CRISES ALIMENTAIRES SONT LES



CONDITIONS MÉTÉOROLOGIQUES EXTRÊMES (71.9 MILLIONS DE PERSONNES)



LES CHOCS ÉCONOMIQUES (75.2 MILLIONS DE PERSONNES)



ET LES CONFLITS/L'INSÉCURITÉ (134.5 MILLIONS DE PERSONNES)

(Source : Réseau d'information sur la sécurité alimentaire. 2024. 2024 Global Report on Food Crises (GRFC))



en ce qui concerne non seulement les interventions menées en réponse aux situations d'urgence, mais aussi les efforts visant à renforcer la résilience de notre système alimentaire. Pourtant, l'agriculture et les petits exploitants sont essentiels à la croissance économique et à la production alimentaire, puisque leur contribution à cette dernière est d'un tiers à l'échelle mondiale et de jusqu'à 80 % dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. Les pays à faible revenu doivent aussi assumer des coûts d'adaptation élevés malgré la faiblesse de leurs émissions de carbone.

Le GAFSP a donc pris des mesures pour permettre aux projets qu'il finance de tirer parti des possibilités de financement climatique en alignant tous les projets sur les stratégies et les engagements nationaux, en encourageant la réalisation d'analyses de la vulnérabilité au changement climatique durant la phase de conception des projets, en soutenant toute une gamme d'approches climatiques aux stades de la conception et de la mise en œuvre, et en demandant que des rapports sur les résultats affichés par les projets en matière de résilience climatique soient établis.

La poursuite d'investissements concertés dans le secteur agroalimentaire qui profitent aux petits

producteurs, aux populations autochtones et aux femmes continue de compter parmi les moyens les plus puissants de mettre fin à l'extrême pauvreté, de stimuler les économies rurales et de nourrir une population mondiale de plus en plus nombreuse.

Grâce au GAFSP, les partenaires ont un point d'accès unique aux différents mécanismes de financement du développement. Les instruments de financement souples du GAFSP – y compris le BIFT, qui sera mis à l'essai en 2024 – favorisent également le regroupement des flux d'aide et une plus grande convergence entre les investissements du secteur public et du secteur privé.

La poursuite des objectifs de développement durable « Faim zéro » et « Pas de pauvreté » à l'horizon 2030 continue de largement motiver les travaux du GAFSP. Il incombe aux États et à leurs partenaires de développement de prendre la direction des efforts ; le GAFSP vise, quant à lui, à relever ce défi de manière novatrice et rapide, en mettant tout en œuvre pour permettre aux pays à faible revenu de faire face aux besoins pressants engendrés par les crises dans le domaine de la sécurité alimentaire tout en accélérant le passage à une agriculture et à des systèmes alimentaires plus durables et plus résilients.

LA MISSION DU GAFSP

Apporter un soutien aux petits exploitants agricoles, aux entreprises agroalimentaires et aux pays

Le GAFSP aide les petits exploitants agricoles, les entreprises agroalimentaires et les pays à traverser les crises mondiales qui conjuguent leurs effets dans les domaines de la santé, de l'alimentation et de la sécurité en investissant dans une agriculture et des systèmes alimentaires résilients et durables qui profitent aux agriculteurs pauvres et vulnérables, à leurs familles et à leurs communautés, et leur donnent les moyens de se prendre en charge.





Se consacrer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les pays les plus pauvres du monde

Le GAFSP procure des ressources financières et techniques – subventions, financements concessionnels mixtes, assistance technique et services de conseil – aux pays les plus pauvres du monde au titre de projets tout au long de la filière agricole.

Le GAFSP regroupe les fonds des bailleurs, encourage la poursuite d'actions concertées sur le terrain et alloue des ressources à des projets motivés par la demande, de manière à permettre aux autorités publiques, aux entreprises agroalimentaires et aux organisations de producteurs de choisir et d'adapter les interventions qui conviennent le mieux dans leur contexte. Ces entités conçoivent, dirigent et mettent en œuvre ces projets en partenariat avec les agences de développement de leur choix, qui ont les connaissances requises et sont présents sur le terrain.



19.2M

DE PERSONNES ONT
BÉNÉFICIÉ DE PROJETS DU
SECTEUR PUBLIC



42%

DES PERSONNES
BÉNÉFICIAIRES DES PROJETS
DU SECTEUR PUBLIC
ÉTAIENT DES FEMMES



LE SOUTIEN DU SECTEUR PRIVÉ A
PROFITÉ À

1.9M

D'AGRICULTEURS, DONT PLUS DE
327 000 FEMMES



4.5M

DE PERSONNES ONT PLUS
FACILEMENT ACCÈS À DES ALIMENTS
SAINS ET À DES RÉGIMES
ALIMENTAIRES VARIÉS

FONCTIONNEMENT DU GAFSP

Les projets financés par le GAFSP sont conçus et menés par les agriculteurs, les autorités publiques et le secteur privé et sont mis en œuvre en partenariat avec des agences multilatérales de développement

SUBVENTIONS AUX PAYS :

Le GAFSP accorde des subventions aux pays à faible revenu pour soutenir la mise en œuvre de plans nationaux d'investissement dans l'agriculture et la sécurité alimentaire élaborés par les autorités publiques en collaboration avec les agriculteurs, les entreprises agroalimentaires, les experts techniques et les organisations de la société civile.

SUBVENTIONS AUX ORGANISATIONS DE PRODUCTEURS :

Le GAFSP apporte directement son appui aux petits exploitants agricoles en accordant des subventions de faible montant au titre de projets conçus et menés par des organisations d'agriculteurs et de producteurs, en collaboration avec une agence multilatérale partenaire de leur choix.

INVESTISSEMENTS DU SECTEUR PRIVÉ :

Les produits innovants et les financements concessionnels mixtes du GAFSP soutiennent les entreprises du secteur privé qui appuient des modèles d'activité inclusifs, en soutenant des projets qui améliorent les moyens de subsistance des petits exploitants agricoles.

Entités de supervision



Le portefeuille en bref

128

PROJETS MENÉS PAR DES
PAYS ET DES PRODUCTEURS

190

PROJETS DU SECTEUR PRIVÉ

PORTEFEUILLE DE

\$2.5B

DE DOLLARS EN
DÉCEMBRE 2023



LE PORTEFEUILLE DE PROGRAMMES EN BREF

Le GAFSP finance 318 projets menés dans le cadre du secteur public et du secteur privé dans 55 pays.

La couverture et le volume du portefeuille du GAFSP continuent de s'accroître. En décembre 2023, ce portefeuille, qui se chiffrait à 2,5 milliards de dollars, comprenait plus de 318 projets menés dans le cadre du secteur public et du secteur privé dans des pays à faible revenu. Les subventions accordées se sont réparties comme suit : 1,91 milliard de dollars pour des interventions du secteur public, 419 millions de dollars pour des interventions du secteur privé, et 80,4 millions de dollars pour des projets menés par des organisations de producteurs.

Le septième appel à propositions du GAFSP, qui concernaient des projets menés par les pays et par des organisations de producteurs, a pris fin en 2023. Au total, 304 millions de dollars avaient été alloués aux pays et aux organisations de producteurs à la fin de 2023. L'appel au titre des projets menés par les pays a eu lieu en 2022, tandis que l'appel au titre des projets des organisations de producteurs a eu lieu en 2023 et a produit un financement de 33,93 millions de dollars.

LE GAFSP TRAVAILLE DANS 36 PAYS TOUCHÉS PAR LA FRAGILITÉ, LES CONFLITS ET LA VIOLENCE (FCV).²

42 % DES BÉNÉFICIAIRES DES PROJETS DU GAFSP MENÉS DANS LE CADRE DU SECTEUR PUBLIC SONT DES FEMMES.

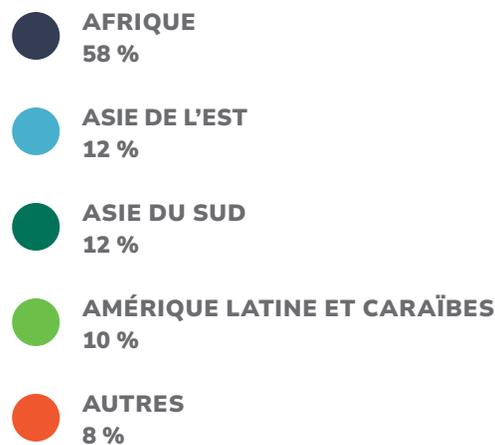
TOUS LES PROJETS RÉALISÉS DANS LE CADRE DU SECTEUR PUBLIC DEPUIS 2017 COMPRENENT DES MESURES VISANT À FAIRE FACE AUX RISQUES CLIMATIQUES DANS L'AGRICULTURE.

DEPUIS 2017, LES PROJETS FINANCÉS PAR LE GAFSP ONT CRÉÉ 276 285 NOUVELLES POSSIBILITÉS D'EMPLOI.

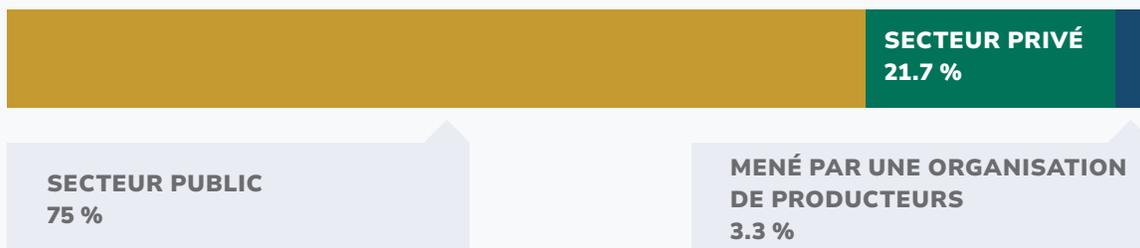
² Le statut du FCV est déterminé à la date d'attribution des fonds du GAFSP.



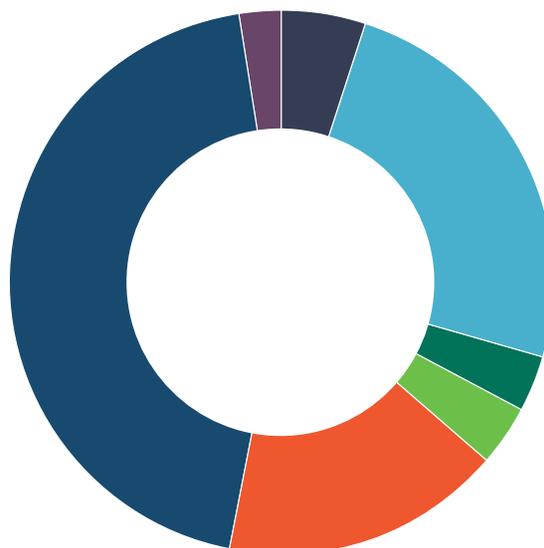
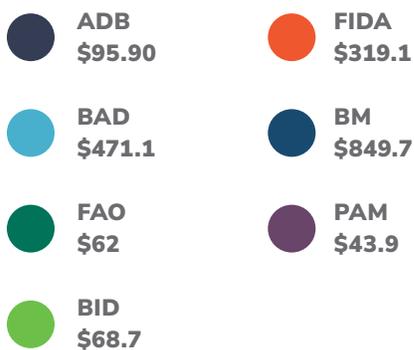
Répartition du portefeuille par région



Financement du GAFSP par catégorie de portefeuille



Entités de supervision par montant des projets gérés (millions de dollars)





SUBVENTIONS PAR PAYS

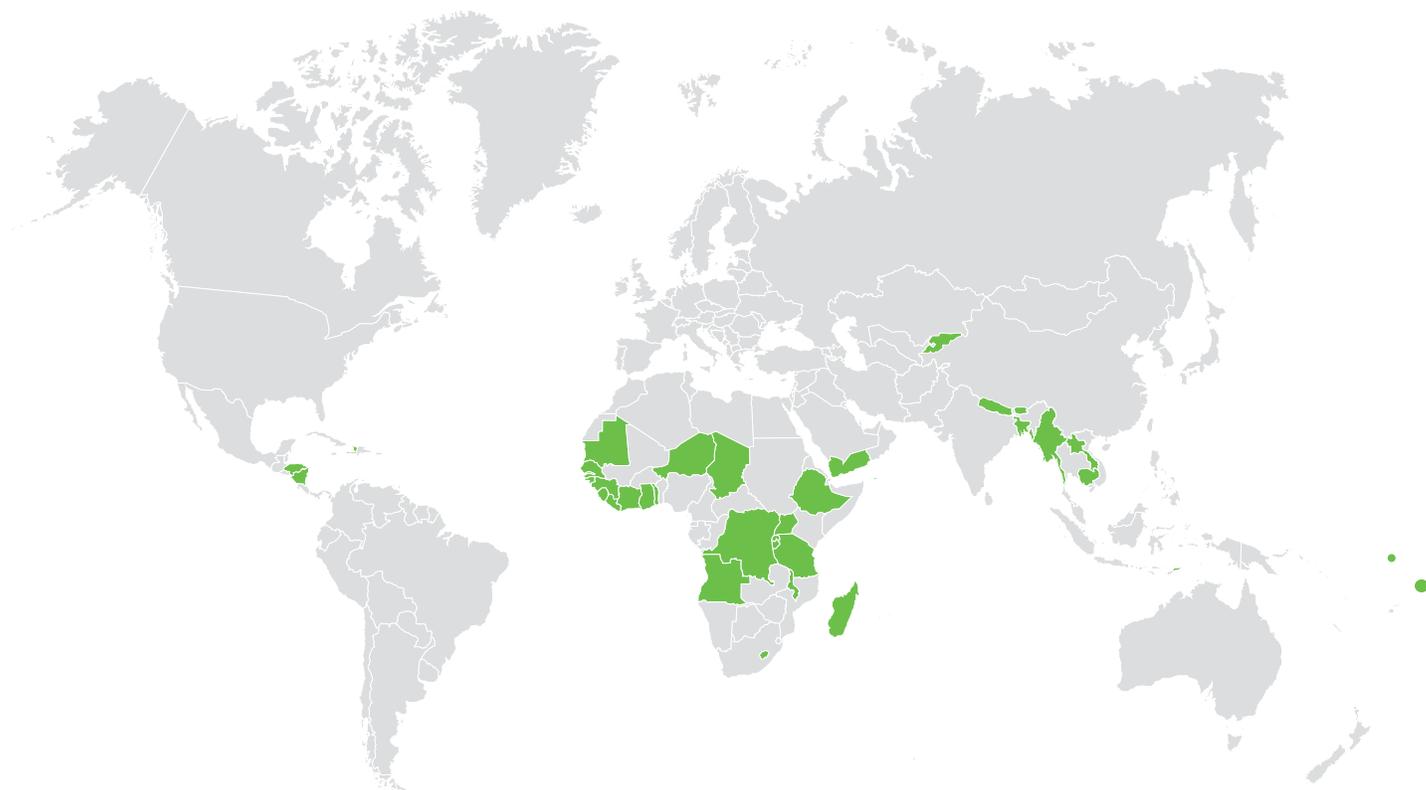
Le GAFSP accorde des subventions aux pays à faible revenu pour leur permettre de financer les plans nationaux d'investissement dans l'agriculture et la sécurité alimentaire

Le GAFSP accorde des subventions aux pays à faible revenu pour leur permettre de financer les plans nationaux d'investissement dans l'agriculture et la sécurité alimentaire que les gouvernements élaborent en collaboration avec les agriculteurs, les entreprises agroalimentaires, les experts techniques et la société civile dans le cadre d'un

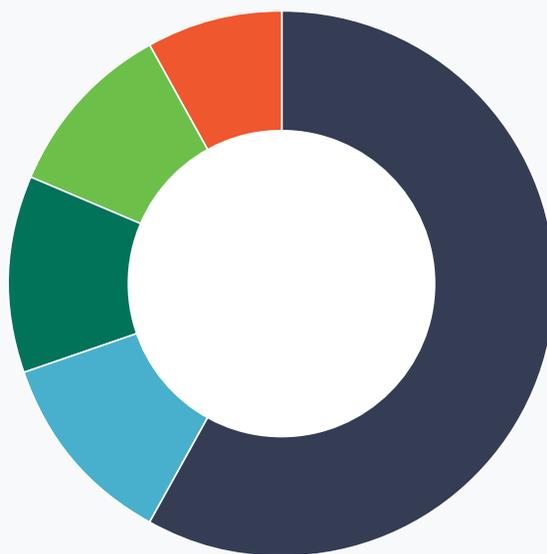
processus participatif et transparent.

En décembre 2023, le portefeuille du secteur public avait bénéficié de subventions à hauteur de plus de 1,9 milliard de dollars, et décaissé 1,15 milliard de dollars au titre de 128 projets dans 49 pays.

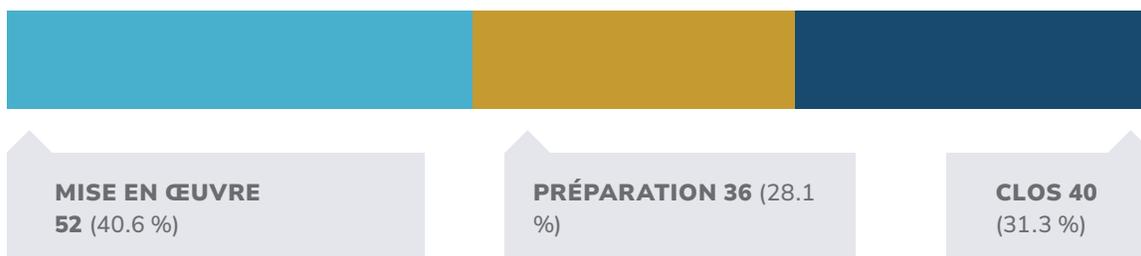
Projets du secteur public en cours, 2023



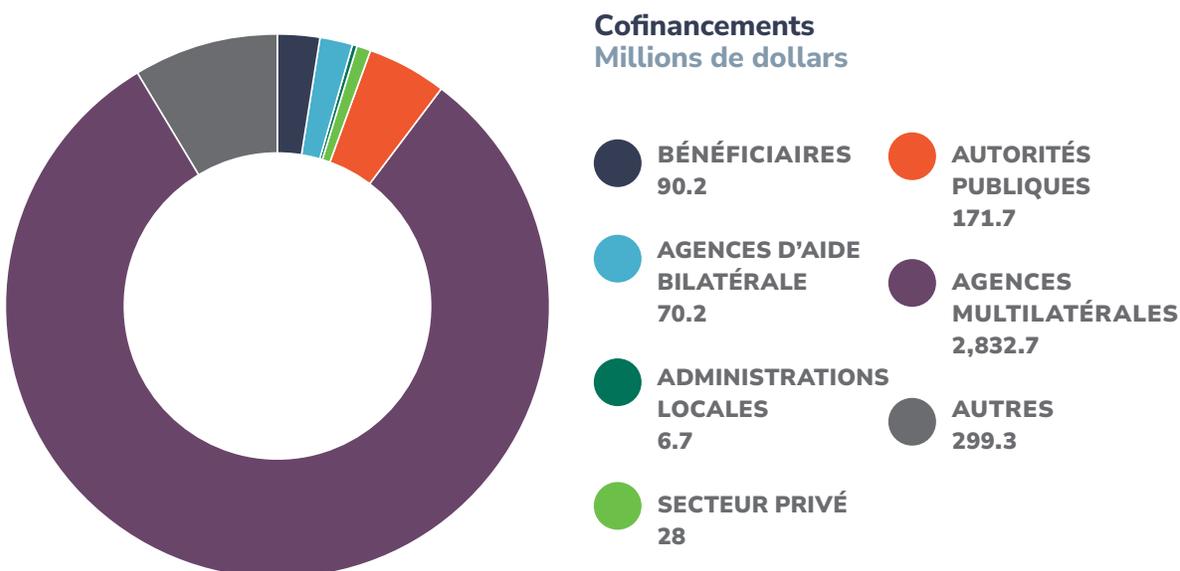
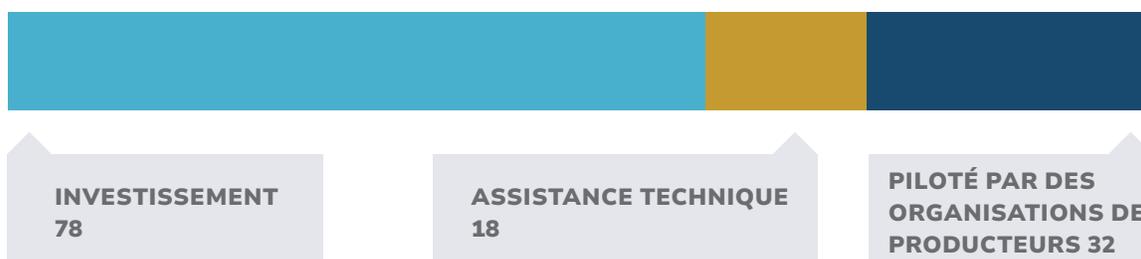
Financement du secteur public par région Millions de dollars



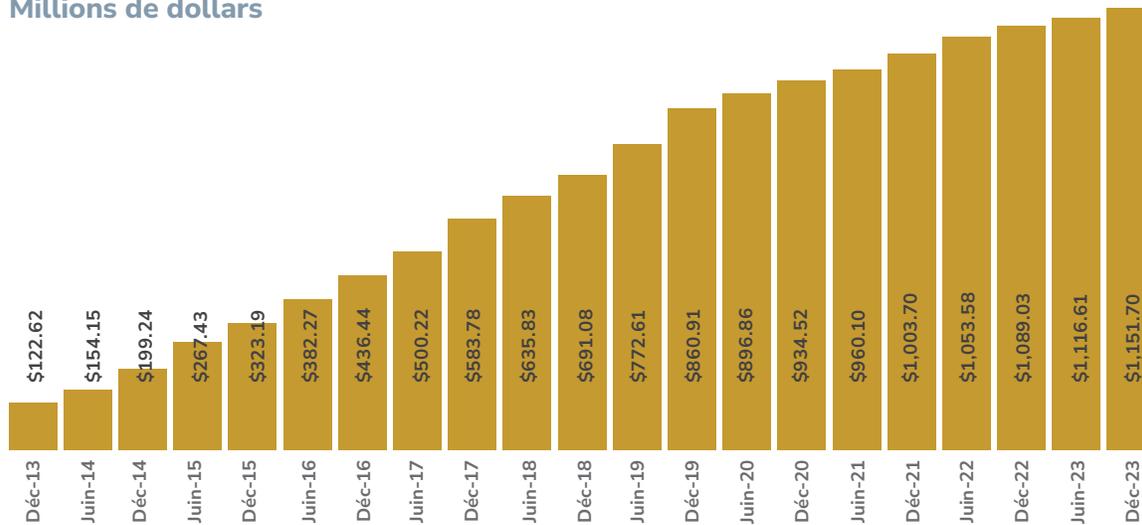
État d'avancement du projet (nombre de projets)



Type de projet (nombre de projets)



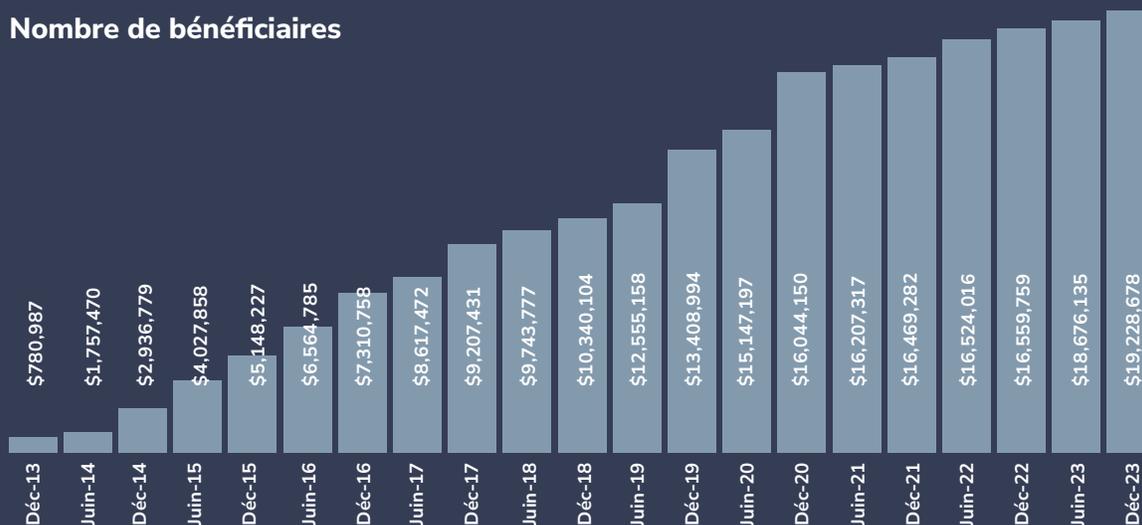
Fonds décaissés Millions de dollars



RÉSULTATS DU SECTEUR PUBLIC

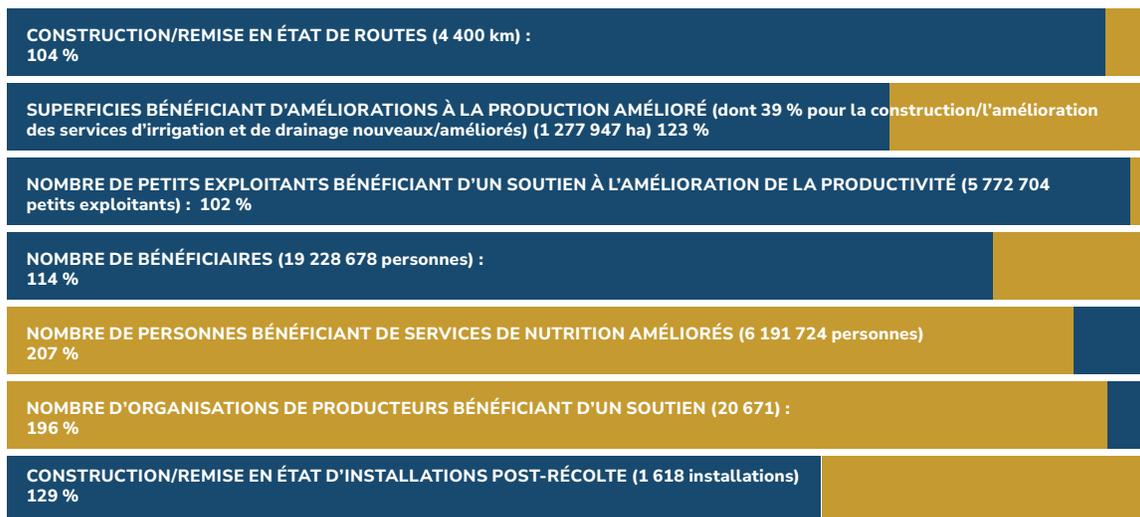
En décembre 2023, près de 19,3 millions de personnes, dont 42 % de femmes, bénéficiaire de financements du GAFSP au titre de projets menés dans le cadre du secteur public pour améliorer leur sécurité alimentaire et leurs moyens de subsistance. Ce chiffre représente une augmentation de près de 1,8 million de bénéficiaires en un an.

Nombre de bénéficiaires



Principaux résultats

Indicateur Dépassement de l'objectif (%)



EXEMPLE DE PROJET DU SECTEUR PUBLIC

République démocratique populaire lao

Programme d'agriculture pour la nutrition

Fonds international de développement agricole (FIDA) et Programme alimentaire mondial (PAM)

Évolution de la situation en République démocratique populaire lao

Mme Sengphet habite dans la région montagneuse et couverte de denses forêts du nord du Laos. Elle fait partie des 90 % des membres de minorités ethniques qui vivent de l'agriculture de subsistance dans des communautés agricoles isolées. Par suite des effets imprévisibles du climat, notamment des épisodes de sécheresse, et de leur éloignement, les habitants ont de graves difficultés à obtenir des services essentiels et des soins de santé, et la malnutrition est un problème majeur.

Mme Sengphet, qui travaillait dans une ferme depuis de nombreuses années, a découvert le projet d'agriculture propice à la nutrition (Agriculture for Nutrition -AFN) en 2018 grâce

à l'école de nutrition pour agriculteurs à laquelle elle s'est inscrite lorsqu'elle était enceinte de son troisième enfant. Elle a reçu une éducation portant sur la nutrition ainsi qu'une formation agricole conçue pour améliorer et diversifier la production d'aliments pour la consommation des ménages, et elle a appris à trouver des débouchés sur les marchés pour dégager de plus amples revenus.

Mme Sengphet, qui élevait déjà des animaux à l'époque, a néanmoins reçu 120 dollars grâce à une subvention de jardin, qui lui a permis d'acheter 10 poulets et des aliments pour volaille pour démarrer sa propre petite ferme. Peu de temps après, elle avait déjà vendu plus de 40 poulets et 200 œufs pour un montant de 420 dollars.

Mme Sengphet a réinvesti cet argent dans la culture de l'ail et l'élevage de poissons, de grenouilles et de grillons. Avec le soutien du National Agriculture and Forestry Research Institute, autre partenaire du projet, elle a créé une écloserie pour produire des alevins, des grenouilles et des poussins afin d'approvisionner les agriculteurs des villages voisins. Aujourd'hui, sa ferme sert de site de démonstration lors des sessions de partage des connaissances entre agriculteurs sur l'élevage de poulets et de porcs.

« Je ne me lasse pas de mener toutes ces activités », déclare Mme Sengphet. « Grâce à mes revenus supplémentaires, j'ai pu financer l'éducation de mes enfants et construire une nouvelle maison. J'ai appris à donner des médicaments à mes animaux et à les vacciner, et je participe maintenant à la prise de décisions concernant le ménage avec mon mari.

Depuis son lancement en 2016, le projet AFN a bénéficié à plus de 200 000 personnes, dont plus de la moitié sont des femmes. Le projet cible spécifiquement les femmes en âge de procréer ayant des enfants, et les communautés bénéficient des améliorations apportées aux équipements des systèmes d'irrigation et des marchés communautaires, ainsi que d'interventions en matière de nutrition, comme les écoles de nutrition pour les femmes enceintes et les mères d'enfants de moins de 2 ans, et l'octroi de subventions au titre de la création de jardins pour la consommation des ménages.

Le projet, qui est financé par une subvention du GAFSP administrée par le Fonds international de développement agricole et est mis en œuvre par le ministère lao de l'Agriculture et des Forêts Lao et le Programme alimentaire mondial, s'inscrit dans le droit fil de la stratégie nationale de nutrition et du plan d'action de la RDP lao pour la nutrition à l'horizon 2025.

Des augmentations des niveaux de revenu et une baisse des retards de croissance ont été signalées dans 400 villages du nord du pays. Le pourcentage d'enfants de moins de 2 ans souffrant



Grâce à mes revenus supplémentaires, j'ai pu financer l'éducation de mes enfants et construire une nouvelle maison. J'ai appris à donner des médicaments à mes animaux et à les vacciner, et je participe maintenant à la prise de décisions concernant le ménage avec mon mari.

de malnutrition est tombé de 60 % à 50 % grâce à la diversification des régimes alimentaires résultant des efforts de sensibilisation axés sur la santé et la nutrition.

Source: GAFSP. 2023, October 25. *Integrating Climate and Nutrition for Multiple Wins. Impact Stories.* <https://www.gafspfund.org/index.php/news/integrating-climate-and-nutrition-multiple-wins>



SUBVENTIONS ACCORDÉES AUX ORGANISATIONS DE PRODUCTEURS

| Together, Smallholder Farmers Achieve More

Lorsque les petits exploitants agricoles collaborent dans le cadre d'organisations de producteurs, il leur est plus facile d'obtenir des intrants et des crédits, de négocier des prix équitables pour leurs produits et d'investir dans des technologies, des entrepôts et des installations de transformation. L'octroi de financements à ces organisations aide les agriculteurs à relever leur niveau de vie et à améliorer la situation de leurs communautés. Travailler directement avec les organisations de producteurs, comme le fait le GAFSP, permet de surcroît aux petits exploitants de contribuer à l'apport de solutions aux défis mondiaux : en fin de compte, le renforcement des organisations de producteurs permet aux filières locales et régionales de mieux faire face à la crise actuelle liée à l'insécurité alimentaire tout en mettant en place une chaîne agroalimentaire qui sera plus résiliente à l'avenir.

Les projets menés par les producteurs dans le cadre du GAFSP ont élargi l'accès des petits exploitants agricoles à des financements et à des services complémentaires et ont suscité un sentiment d'adhésion au niveau des membres. Certains projets ont permis d'améliorer les compétences dans les domaines de la gestion, de la transformation, de la commercialisation et de la prise de décision. D'autres ont favorisé la collaboration et la coordination entre les différents acteurs de la filière et ont accordé des prêts à de jeunes ruraux pour qu'ils créent de petites entreprises rurales.

En 2023, le GAFSP a annoncé l'octroi de nouveaux financements à hauteur de 33,93 millions de dollars au titre de 15 projets menés par des organisations de producteurs dans 13 pays dans le cadre de son septième appel à propositions. Ces 15 projets visent à relever les défis mondiaux en matière de sécurité

alimentaire et à améliorer l'état de préparation en prévision de crises futures.

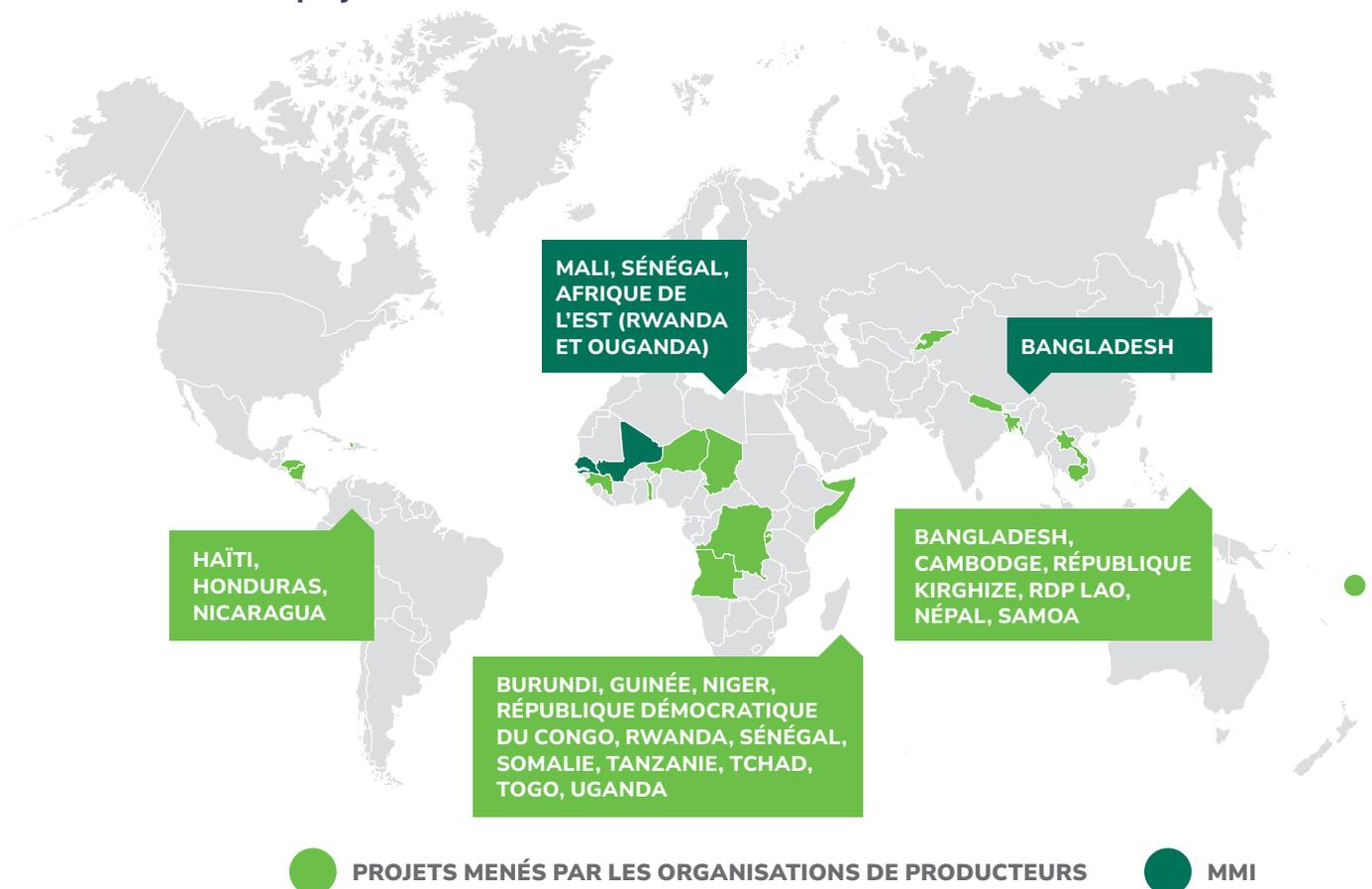
La collaboration avec les organisations de producteurs peut être très profitable pour le développement durable. L'engagement pris par le GAFSP de faire directement bénéficier ces organisations de ressources importantes est toutefois unique - aucune autre grande entité de financement ne procède de la sorte. La plateforme répond également à un besoin qui n'a pas encore été réellement satisfait par le secteur privé. Le GAFSP considère que les activités qu'elle poursuit déjà dans ce domaine offrent la possibilité non seulement de recenser et de mobiliser de nouveaux financements, mais aussi de renforcer les capacités des organisations de producteurs de manière à pouvoir

concevoir avec elles les projets d'investissement et les cibler correctement.

L'appel à propositions mené par les organisations de producteurs a mis l'accent sur le renforcement des compétences et des connaissances de celles qui mettront directement en œuvre les projets. Il a aussi encouragé les entités de supervision à adapter leurs procédures de mise en œuvre et de passation des marchés en fonction des capacités de ces organisations, tout en promouvant la collaboration entre les partenaires de développement.

Plus de quarante propositions se chiffrant au total à plus de 100 millions de dollars ont été reçues, ce qui montre l'ampleur de la demande de financements du GAFSP et des besoins des pays à faible revenu.

Carte des projets en cours





OCTROI PAR LE GAFSP D'UN
FINANCEMENT À

419

ORGANISATIONS DE
PRODUCTEURS



OCTROI DE

32

SUBVENTIONS DIRECTEMENT À
DES ORGANISATIONS DE
PRODUCTEURS DANS LE CADRE
DU VOLET DES PROJETS MENÉS
PAR CES ORGANISATIONS



\$16.9

MILLIONS DE DOLLARS DÉCAISSÉS



132,647 PETITS EXPLOITANTS
BÉNÉFICIAIRES

39%

DE FEMMES

EXEMPLE DE PROJET D'ORGANISATION DE PRODUCTEURS

Bangladesh

Création de liens entre les agriculteurs et les marchés et adaptation à une crise alimentaire au Bangladesh

Sara Bangla Krishak Society (SBKS) et Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

Lorsque le réseau national d'organisations paysannes Sara Bangla Krishak Society (SBKS), qui bénéficie du soutien du GAFSP, a reçu le prestigieux Prix FAO des réalisations exemplaires 2023, ses membres ont manifesté leur reconnaissance et leur optimisme.

Selon Rita Bamma, présidente de la SBKS : « Ce prix nous donne un sentiment d'unité et de solidarité bien nécessaire maintenant que nous sommes confrontés à la possibilité d'une nouvelle crise alimentaire potentielle due à la récession économique mondiale ».

La SBKS est un moteur du changement : elle permet aux agriculteurs d'avoir accès aux marchés d'exportation, les aide à faire face à la hausse des prix des intrants agricoles et introduit des pratiques résistantes au climat, telles que l'agriculture biosaline.

Nous nous sommes entretenus avec trois membres de la SBKS : Morsheda Begum, qui fait partie de l'équipe de direction et coordonne les activités d'alphabétisation numérique, est une femme célibataire mère de trois enfants pratiquant l'élevage ; Beauty Khatun, qui est la trésorière et l'administratrice financière de l'organisation et du fonds d'épargne, est mère de deux enfants et pratique l'élevage laitier ; et Obydul Hoque, secrétaire général, responsable des opérations courantes, exploite des vergers et est un pionnier de l'« agriculture circulaire ».

Nos interlocuteurs ont expliqué comment les centres villageois de services numériques fournissent à la communauté des informations sur les agro-entreprises et un soutien en ce domaine. Ces centres aident les membres à créer des plans d'activité et des projets commerciaux pouvant attirer des investissements au moyen de la boîte à outils RurallInvest de la FAO. Ils les aident aussi, sur

une base individuelle, à vendre leurs produits ou à acheter et obtenir des intrants agricoles fournis en gros par le secteur privé.

« Nous avons un fonds renouvelable bénéficiant du soutien du GAFSP, et nous mettons les particuliers en contact avec les banques grâce à des applications numériques pour leur permettre d'obtenir des crédits et des services bancaires. Nous proposons



Nous avons un fonds renouvelable bénéficiant du soutien du GAFSP, et nous mettons les particuliers en contact avec les banques grâce à des applications numériques pour leur permettre d'obtenir des crédits et des services bancaires.



également aux jeunes, hommes et femmes, des formations portant sur les technologies numériques de base.”

Le réseau SBKS, qui reçoit un appui de la FAO et du GAFSP, collabore également avec, entre autres, le Department of Agricultural Extension, la Bangladesh Agricultural Development Corporation et le Bangladesh Agricultural Research Institute du Bangladesh, pour améliorer l'accès aux marchés d'exportation, selon les membres que nous avons interrogés. « Par exemple, les pommes de terre sont une importante culture de rapport. Les agriculteurs sont toutefois confrontés à des difficultés, notamment parce qu'ils n'ont pas d'informations suffisantes sur les marchés, les variétés exportables ou commerciales et les bonnes pratiques agricoles. La formation consacrée à ces pratiques aide les agriculteurs à tirer profit de marchés d'exportation de pommes de terre lucratifs. »

Le réseau se développe en dépit des défis climatiques et économiques. Il gère 55 centres d'appels virtuels, dont 22 sont dirigés par des femmes, et 55 centres villageois de services numériques dans le nord et dans le sud du Bangladesh.

Le réseau met également en œuvre le projet ACCESS (Accelerating Economic and Social Inclusion of Smallholder Farmers in Climatic Hotspots through Strong Producers' Organizations) en collaboration avec le GAFSP. Ses membres ont décrit l'appui fourni à la SBKS dans le but de renforcer sa résilience face aux crises induites par le climat : « Le sud du pays est très exposé à l'intrusion d'eau salée provoquée par les cyclones et les ondes de tempête. La SBKS s'est récemment associée au Netherlands Water Partnership afin d'aider les agriculteurs à se lancer dans l'agriculture biosaline. Le partenariat offre une formation portant sur l'analyse des sols et de l'eau, les méthodes d'irrigation et la bonne utilisation des engrais. Les agriculteurs ont également été formés à composer avec une salinité accrue pour améliorer leurs récoltes. La pratique du paillage, par exemple, permet de réduire la salinité et de garder le sol humide et, ce faisant, d'économiser l'eau. Des variétés de semences de pastèques, de haricots mungos et d'arachides tolérantes à la salinité peuvent être obtenues par l'intermédiaire des autorités publiques et du secteur privé”.

Source: GAFSP. 2024, January 15. Linking Farmers to Markets and Adapting to a Food Crisis in Bangladesh. Impact Stories. <https://www.gafspfund.org/news/linking-farmers-markets-and-adapting-food-crisis-bangladesh>



INVESTISSEMENTS DU SECTEUR PRIVÉ

Innovative Products and Blended Concessional Finance Solutions

Le guichet du GAFSP pour le secteur privé propose des produits innovants et des financements concessionnels mixtes pour apporter un soutien aux projets visant à améliorer les moyens de subsistance des petits exploitants agricoles vivant dans les pays les plus pauvres du monde.

Ce guichet, qui investit tout au long de la filière alimentaire, des intrants agricoles aux services de logistique, aux activités de stockage, aux opérations de transformation et aux dispositifs de financement, couvre les projets agro-industriels pouvant avoir un fort impact sur

le développement, que rejettent souvent les investisseurs commerciaux en raison de l'ampleur présumée du risque financier.

Le GAFSP accorde également des prêts et des garanties au titre des projets d'investissement qu'il poursuit dans le cadre du secteur privé en ayant recours à des mécanismes de partage des risques avec des institutions financières, notamment des bailleurs sociaux, des institutions de microfinance, des banques commerciales, et en finançant directement des clients dans le secteur agricole.



Depuis son lancement en 2013, le guichet du GAFSP pour le secteur privé a approuvé des financements de 475 millions de dollars au titre de 89 projets d'investissement dans le secteur agroindustriel de 29 pays et de 53,05 millions de dollars au titre de 101 projets de conseil dans 35 pays. Grâce à leur souplesse et à leur degré de concessionalité, les financements du GAFSP permettent de mobiliser des investissements commerciaux auprès d'investisseurs privés étrangers et locaux. À ce jour, les projets de ce guichet ont attiré des financements à hauteur de 1,9 fois le montant des financements d'IFC et de 6,3 fois le montant total des financements (volume des projets).

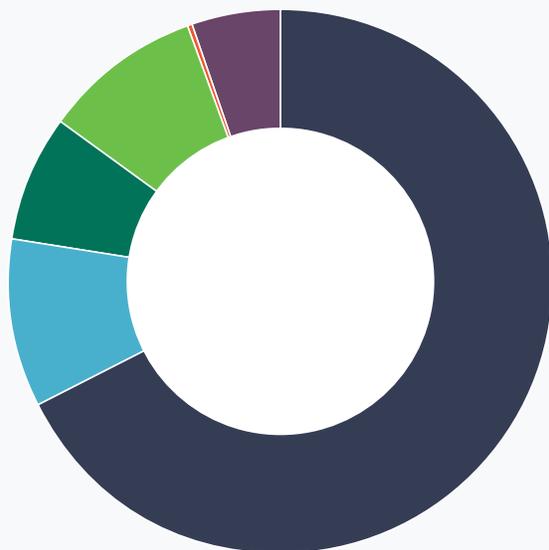
Au total, le programme a touché 1,9 million d'agriculteurs dans le monde. Près de 26 % du volume des projets d'investissement du portefeuille cumulé se trouvent dans des pays fragiles et touchés par des conflits.³



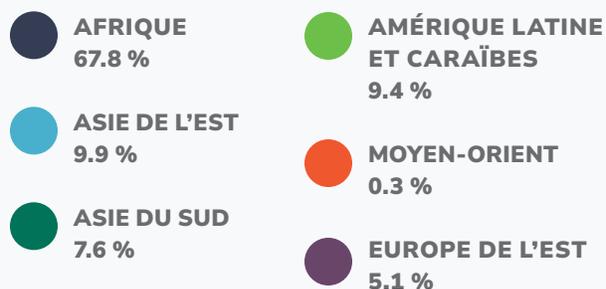
Carte des projets approuvés

| SERVICES D'INVESTISSEMENT | SERVICES DE CONSEIL |
|---------------------------|---------------------|
| Kenya | Afghanistan |
| Mauritanie | Bangladesh |
| Éthiopie | Burkina Faso |
| Ouganda | Burundi |
| Malawi | Cambodge |
| Bhoutan | Tchad |
| Sénégal | Côte d'Ivoire |
| Tanzanie | RDC |
| Libéria | Éthiopie |
| Laos | Ghana |
| Rwanda | Guinée-Bissau |
| Cambodge | Haïti |
| Myanmar | Honduras |
| Nicaragua | Kenya |
| Mali | Kosovo |
| Burkina Faso | Laos |
| Côte d'Ivoire | Libéria |
| Cameroun | Madagascar |
| Guinée-Bissau | Malawi |
| Îles Salomon | Mali |
| Vanuatu | Mozambique |
| Népal | Myanmar |
| Mozambique | Népal |
| Bangladesh | Nicaragua |
| Madagascar | Pakistan |
| Afghanistan | Rwanda |
| Kosovo | Soudan du Sud |
| Nigéria | Région du Sahel |
| Sierra Leone | Sénégal |
| | Sierra Leone |
| | Îles Salomon |
| | Tanzanie |
| | Togo |
| | Ouganda |
| | Zambie |

³ Tous les résultats du « guichet du GAFSP pour le secteur privé » et les données concernant sont les chiffres au 30 juin 2023.



Répartition du montant des investissements par région (en pourcentage)
Chiffres au 30 Juin 2023



État d'avancement des projets (nombre de projets)



89 au total – 38 en cours, 18 annulés ou abandonnés, 33 clos

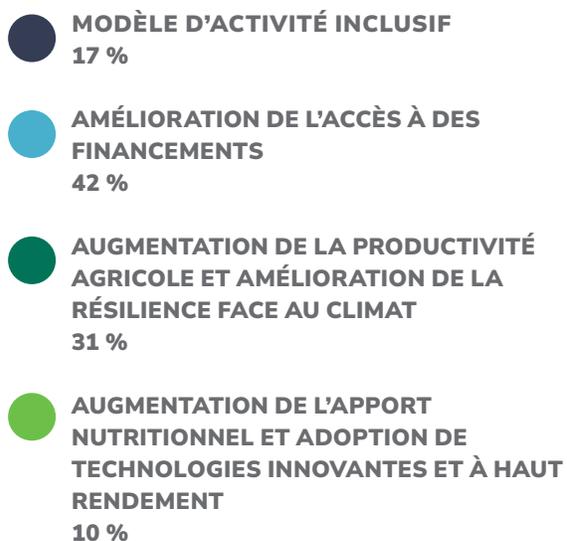
Projets d'investissement en cours ayant donné lieu à des décaissements :
32 sur 38

Advisory services projects: **101 au total**
– 27 en cours, 1 remis à plus tard, 19 annulés ou abandonnés, 54 clos

**Portefeuille de projets
d'investissement par produit**

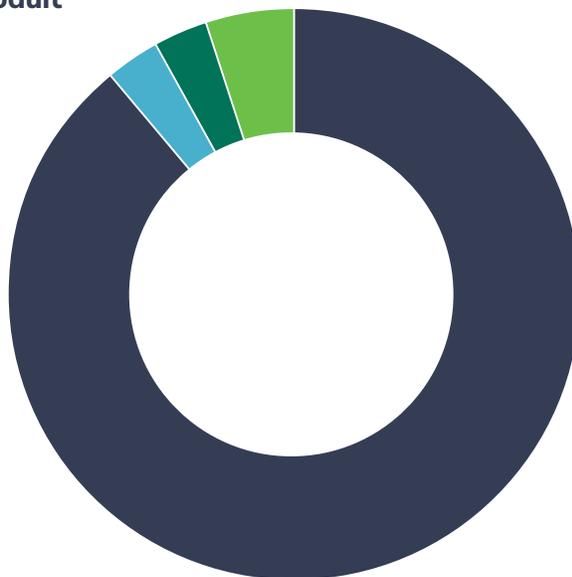


**Portefeuille de projets
d'investissement par thème**



Portefeuille de services de conseil par produit

- PROJET DE SERVICES DE CONSEIL**
89 %
- DIAGNOSTIC**
3 %
- DIVERS**
3 %
- SUIVI, ÉVALUATION ET APPRENTISSAGE**
5 %



Portefeuille de services de conseil par thème

- ACCÈS AU FINANCEMENT**
7 %
- ACTIVITÉS INCLUSIVES (ÉTABLISSEMENTS DE LIENS ENTRE LES AGRICULTEURS ET LES MARCHÉS ET PRISE EN COMPTE DE LA DIMENSION DE GENRE)**
44 %
- ACTIVITÉS ANNEXES DE CONSEIL**
14 %
- AUGMENTATION DE LA PRODUCTIVITÉ AGRICOLE ET AMÉLIORATION DE LA RÉSILIENCE FACE AU CLIMAT**
20 %
- AUGMENTATION DE L'APPORT NUTRITIONNEL ET ADOPTION DE TECHNOLOGIES INNOVANTES ET À HAUT RENDEMENT**
15 %



RÉSULTATS DU SECTEUR PRIVÉ

En juin 2023, les projets financés par le guichet du GAFSP pour le secteur privé avaient bénéficié à plus de 1,9 million d'agriculteurs, dont près de 327 000 femmes. Ils avaient aussi directement fourni un emploi à plus de 35 000 personnes, dont près de 40 % de femmes. (Le chiffre indiqué pour les agricultrices sous-estime la portée réelle des projets du GAFSP, car cet indicateur n'a été inclus qu'en 2017 dans la liste standard des indicateurs du GAFSP).

| INDICATEURS* | VALEUR DE RÉFÉRENCE (2022) | CIBLE | RÉSULTATS |
|--|----------------------------|-------------|---------------|
| Nombre d'agriculteurs touchés** | 915,408 | 4,036,481 | 1,987,858 |
| Nombre d'agricultrices touchées | 111,432 | 547,642 | 327,031 |
| Nombre d'emplois à temps plein directement procurés | 62,550 | 28,663 | 35,487 |
| Nombre d'emplois à temps plein directement procurés à des femmes | 29,403 | 7,571 | 13,735 |
| Nombre de prêts agricoles décaissés | 41,238 | 91,128 | 212,834 |
| Montant des prêts agricoles décaissés (USD) | 237,661,437 | 400,711,853 | 1,335,388,433 |

* Les chiffres incluent les projets qui ont présenté des résultats en juin 2023 et les projets qui ont été clos. ** Chiffres provisoires

EXEMPLE DE PROJET DU SECTEUR PRIVÉ

Éthiopie

IFC

Un avenir meilleur pour les producteurs éthiopiens d'orge

En 2020, Soufflet Malt Ethiopia, filiale du groupe agricole français InVivo, avait acheté 1 500 tonnes d'orge à des agriculteurs éthiopiens. En août 2023, elle en a acheté 80 000 tonnes. Cette évolution est due à un projet qui donne aux agriculteurs accès à de meilleures semences, à des intrants et à de nouveaux débouchés. La participation de petits agriculteurs comme Endashaw Mekonnen qui, de même que plus de 79 000 autres agriculteurs inclus dans le programme, cultivent aujourd'hui de plus grandes quantités d'orge de meilleure qualité, a été essentielle à cette expansion.

Antérieurement au programme, Mekonnen ne récoltait que de petites quantités d'orge dans





Je suis très content de ma formation à des pratiques agricoles modernes.

les vastes champs qu'il cultivait dans l'ouest de l'Éthiopie et n'en tirait que peu de profits. Grâce à sa participation au programme de formation de Soufflet Malt Ethiopia, il a découvert le problème : les semences qu'il utilisait et le sol qu'il cultivait étaient inadéquats. La formation et le financement qu'il a reçus dans le cadre du programme a permis à Mekonnen d'utiliser des variétés de semences à haut rendement et d'adopter des techniques permettant d'accroître la fertilité de ses terres.

« Je suis très content de ma formation à des pratiques agricoles modernes », a-t-il déclaré.

Bien que les agriculteurs cultivent l'orge depuis des générations sur les hauts plateaux éthiopiens où le climat est favorable, ils ne sont pas parvenus à obtenir des rendements optimaux en raison du manque d'efficacité de leurs pratiques agricoles et de leur accès limité à des intrants importants. Les carences des chaînes d'approvisionnement entravent aussi leur accès aux marchés et les empêchent d'avoir des revenus réguliers.

Avant le lancement du projet, environ 70 % du malt utilisé par les brasseurs éthiopiens était importé. Les importations d'orge ont toutefois chuté de 78 % entre 2018 et 2021, grâce aux importants investissements effectués au niveau de la chaîne d'approvisionnement locale. Globalement, le secteur de l'orge de brasserie en Éthiopie a créé plus de 137 000 emplois, selon IFC.

Soufflet Malt Ethiopia a construit, avec l'appui financier d'IFC et du guichet du GAFSP pour le secteur privé, une grande malterie à Addis-Abeba pour accroître la capacité locale de maltage de l'orge. En 2020, elle a mis en place, avec l'aide d'IFC et du GAFSP, le programme de formation BOOST (Barley organization of supply and training), d'une durée de trois ans, qui aide les producteurs locaux

comme Mekonnen à améliorer leurs rendements grâce à l'emploi de semences de haute qualité, à une formation en agro-entreprise, à un accès à des microfinancements et à l'établissement de liens avec des marchés fiables.

Depuis trois ans, le programme BOOST permet à Soufflet Malt Ethiopia de s'approvisionner en orge de brasserie uniquement auprès de petits producteurs. Grâce aux liens qu'ils ont pu établir avec la chaîne d'approvisionnement en malt, les petits agriculteurs ont accru leurs revenus de 150 %. L'augmentation de la production a également renforcé la sécurité alimentaire dans la région : 27 % de la production est à présent consommée par les ménages.

Le programme a également accordé une grande importance à la formation et l'autonomisation d'environ 7 300 agricultrices.

Source: IFC. 2023. *Harvesting a Better Future for Ethiopia's Barley Farmers*
<https://www.ifc.org/en/stories/2023/harvesting-better-future-ethiopias-barley-farmers>



RENFORCER LA RÉSILIENCE DES AGRICULTEURS

Travailler à la mise en place d'une agriculture et de systèmes alimentaires résilients

Le GAFSP est unique en ce sens qu'il travaille en étroite collaboration avec les petits producteurs, y compris dans les États fragiles et touchés par des conflits.

Il a lancé son Initiative pour le chaînon manquant (Missing Middle - MMI) en 2016 dans le but de promouvoir ce type d'action, sachant que les organisations de producteurs sont les mieux placées pour travailler avec les petits exploitants. En 2023, la MMI avait atteint son objectif déclaré, qui consistait à poursuivre, dans le cadre d'opérations pilotes, des initiatives avec les organisations de producteurs pour faciliter

l'accès des petits exploitants agricoles à des financements, et a ainsi permis de faire directement bénéficier 113 037 agriculteurs d'un montant de 16,58 millions de dollars.

La MMI devant bientôt prendre fin, le GAFSP entend tirer les leçons de cette expérience – en étroite collaboration avec ses partenaires et une équipe d'évaluation – pour les appliquer dans le cadre de futurs projets. Le septième appel à propositions reflète déjà les résultats de cette expérience.

Les petits exploitants sont confrontés à différents défis, y compris au fait que, dans les conditions difficiles auxquelles ils opèrent, leurs stratégies



d'adaptation peuvent tendre à dégrader les sols et des ressources naturelles. Ils peuvent toutefois contribuer dans une mesure considérable à résoudre les problèmes de la dégradation des sols et de la baisse de la productivité en adoptant des pratiques et des technologies améliorées. Les systèmes et les équipements d'irrigation produisant de faibles émissions et résistants au climat, les pratiques agroécologiques et agroforestières, les meilleures pratiques de gestion des sols et la diversification des cultures sont autant de solutions particulièrement bien adaptées à la petite agriculture.

Les systèmes alimentaires locaux et régionaux doivent toutefois, non seulement protéger les ressources naturelles, mais aussi se diversifier. Il importe que les efforts visant à améliorer les moyens de subsistance des populations rurales en encourageant la poursuite de cultures de rente pour les marchés d'exportation mondiaux s'accompagnent d'investissements améliorant la disponibilité et l'accessibilité d'aliments riches en nutriments sur les marchés locaux et régionaux. Les organisations de producteurs sont les mieux placées pour organiser les petits producteurs et les aider à répondre aux différents besoins et exigences du marché.

Il est nécessaire de mener des actions de cette nature pour renforcer la résilience du système alimentaire, non seulement contre les chocs climatiques et environnementaux, mais aussi contre les chocs économiques – comme l'ont récemment montré la guerre en Ukraine et les perturbations des filières mondiales. Nous ne devons pas nous contenter de trouver des financements, même si ceux-ci sont essentiels : nous devons aussi créer et concevoir des marchés financiers et des solutions pour les petits exploitants et les petites entreprises agroalimentaires en phase de démarrage, qui leur permettent d'investir durablement dans des actifs susceptibles d'assurer leur propre productivité à long terme et de favoriser la croissance, la résilience et l'adaptation au changement climatique.

Pour construire des systèmes agroalimentaires durables et résistants de cette manière, il est essentiel d'avoir des capacités organisationnelles : il faut pouvoir planifier et gérer les activités

de manière efficace pour fournir en quantité suffisante des produits de qualité respectant les normes agroalimentaires de manière à satisfaire la demande du marché. Il est, dans le même temps, impératif de répondre aux besoins financiers des petits exploitants.

L'IMM a montré, entre autres, qu'il est essentiel de renforcer les capacités institutionnelles des organisations de producteurs pour leur permettre de mieux répondre aux besoins de leurs membres. Le succès de ses investissements a fondamentalement tenu à la constitution initiale d'un partenariat avec l'entité de supervision, aux relations de confiance établies avec le coordinateur du projet, à la qualité et à l'ampleur des relations forgées avec l'extérieur, à la gouvernance de l'organisation de producteurs et au soutien des organisations locales de la société civile.

Sachant qu'il lui faut innover pour travailler dans ces environnements complexes et dynamiques, le GAFSP a adopté une approche qui consiste à tirer profit des enseignements acquis et à s'adapter en fonction de l'évolution de la situation. Il espère aussi, à l'avenir, s'appuyer dans une plus large mesure sur l'apprentissage par les pairs au niveau des différentes organisations.





THÈMES TRANSVERSAUX

Intensifier l'action climatique pour adapter et transformer l'agriculture

L'examen du portefeuille 2024 des avantages climatiques connexes de la thématique transversale du GAFSP couvre 20 projets ayant bénéficié de financements à hauteur de 282 millions de dollars dans le cadre des 6e et 7e appels. Globalement, **48,4 % du montant total engagé par le GAFSP, soit 282 millions de dollars, ont contribué à générer des avantages climatiques connexes**, dont 77 % au titre de **l'adaptation** et 23 % à celui de **l'atténuation**.

Depuis 2017, tous les projets financés par le GAFSP dans le cadre du secteur public ont certains avantages climatiques connexes, puisque les fonds attribués aux projets sont consacrés, par exemple, à l'élargissement de l'accès à des variétés de semences résistantes au climat, à l'amélioration de l'efficacité de l'irrigation et à la promotion de pratiques résistantes à la sécheresse et de cultures intercalaires.

En mettant l'accent sur le climat, le GAFSP s'est révélé visionnaire : la Déclaration sur l'agriculture durable, les systèmes alimentaires résilients et l'action climatique présentée par les Émirats arabes unis à la COP28 a été approuvée par plus de 150 pays. Cette déclaration met en relief les avantages que les pays peuvent tirer de l'intégration de l'agriculture et des systèmes alimentaires dans leur action climatique, de l'adoption de politiques inclusives et de l'obtention de financements climatiques en tant que partie intégrante de la réalisation des objectifs à long terme de l'Accord de Paris. Les signataires affirment que les systèmes agricoles et alimentaires doivent s'adapter et se transformer de toute urgence pour répondre aux impératifs climatiques.

Le financement de la transformation agroalimentaire a pris du retard : bien qu'ils génèrent un tiers des émissions de gaz à effet de serre, les systèmes agroalimentaires n'ont reçu que 4,3 % du total des financements climatiques affectés aux projets en 2019-20, soit en moyenne 28,5 milliards de dollars par an, contre 660,2 milliards de dollars pour tous les secteurs, au titre des investissements destinés à l'atténuation, à l'adaptation et conjointement à ces deux objectifs.

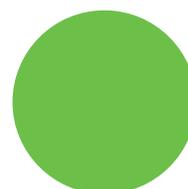
Au Nicaragua, le GAFSP soutient la réponse à la crise urgente d'insécurité alimentaire provoquée les récents ouragans, en appuyant des innovations agroalimentaires intelligentes sur le plan climatique et nutritionnel visant à rétablir les moyens de subsistance et les services économiques. Au Népal, les financements du GAFSP favorisent la poursuite d'initiatives d'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Ils profitent à 55 000 agriculteurs et communautés vulnérables dans le cadre d'un projet qui soutient l'adaptation et la diffusion de technologies agricoles intelligentes face au climat, tout en diversifiant la capacité de génération de revenus des populations locales en leur permettant d'acquérir des compétences commerciales essentielles et des actifs productifs, de mener des activités ayant une valeur ajoutée et d'établir des liens avec les marchés.

Au niveau régional, le GAFSP continue de procéder à des investissements complémentaires qui soutiendront l'élargissement des programmes visant à accroître la résilience des systèmes alimentaires régionaux dans plusieurs pays africains. En Sierra Leone, par exemple, ses financements renforcent la sécurité alimentaire à l'échelle régionale en favorisant la gestion intégrée des paysages, en faisant bénéficier les agriculteurs de technologies d'amélioration de la productivité intelligentes sur le plan climatique ; ils permettent aussi d'établir, dans le cadre d'activités pilotes, des jardins potagers communautaires pour les femmes vulnérables afin de diversifier la production et d'améliorer les revenus et la nutrition des ménages. De nombreux projets financés par le GAFSP mettent l'accent à la fois sur les questions de genre, de nutrition et de résilience face au climat.

L'examen du portefeuille montre qu'il est nécessaire d'inclure des définitions et des descriptions précises

des pratiques climatiques proposées dans le cadre des projets afin de mieux comprendre l'impact que le changement climatique peut avoir et le degré de résilience qui peut être atteint. Il est également nécessaire d'établir un lien clair entre les interventions climatiques et les facteurs de vulnérabilité climatique particuliers à chaque contexte.

Depuis 2017, le GAFSP accorde une place grandissante aux considérations et aux solutions climatiques dans toutes ses opérations. Outre qu'il mesure les facteurs liés au climat lors de la conception des projets, il s'efforce de mesurer les impacts de ces derniers sur le climat et les résultats. Le GAFSP, qui a approuvé un plan révisé de suivi et d'évaluation en 2022, exige désormais que tous les projets inclus dans ses différents portefeuilles produisent des données sur au moins un indicateur climatique. Il améliorera également les informations présentées sur les émissions de gaz à effet de serre des projets qu'il finance.



100 % DE TOUS LES PROJETS MENÉS DANS LE CADRE DU SECTEUR PUBLIC ONT DES AVANTAGES CLIMATIQUES CONNEXES



PRÈS DE LA MOITIÉ (48.4 %) DE TOUTES LES SUBVENTIONS AU TITRE DE PROJETS MENÉS DANS LE CADRE DU SECTEUR PUBLIC CONTRIBUENT À L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE OU À L'ATTÉNUATION DE SES EFFETS.

PLEINS FEUX SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Rwanda

Projet d'intensification durable de l'agriculture pour l'amélioration des moyens de subsistance, de la sécurité alimentaire et de la nutrition (SAIP)

Banque mondiale

Bien qu'il affiche une forte croissance économique et une baisse des niveaux de pauvreté, le Rwanda rencontre de nombreux obstacles lorsqu'il s'efforce de satisfaire la demande de nourriture et d'assurer la sécurité alimentaire. La malnutrition reste préoccupante puisque la proportion globale de retards de croissance atteint 33 %. Environ un ménage rural sur cinq souffre d'extrême pauvreté. Le changement climatique constitue de surcroît une menace importante pour les agriculteurs, qui ont souvent du mal à augmenter leur production et à exploiter d'importants débouchés sur les marchés locaux et étrangers. Au Rwanda, dit pays des mille collines en raison des montagnes Virunga et de son paysage vallonné, 63 % des possibilités d'irrigation se trouvent à flanc de colline.

Jean-Paul Kubwimana, agriculteur et père de famille, a relevé ces défis et multiplié son revenu par 15. Il doit sa réussite à la décision qu'il a prise, après être passé devant une serre remplie de belles tomates, de déterminer comment la culture de tomates de serre pourrait profiter à sa famille.

M. Kubwimana a découvert que la serre et les tomates appartenaient à un groupe d'entraide local qui avait obtenu une subvention de contrepartie (c'est-à-dire une subvention dont l'octroi était subordonné à l'apport d'un montant déterminé par le bénéficiaire) par l'intermédiaire du projet d'intensification durable de l'agriculture et de sécurité alimentaire (SAIP) financé par le GAFSP. Ce projet vise à aider les agriculteurs à acquérir des serres grâce à des subventions de contrepartie afin d'accroître la disponibilité d'aliments nutritifs et d'élargir les débouchés pour les aliments produits localement. Jean-Paul Kubwimana a demandé et obtenu une subvention, et a aujourd'hui une serre pleine de tomates mûres prêtes à être vendues sur le marché.



Je tirais généralement un petit revenu de la culture des tomates en plein champ, qui avait un faible rendement.

« Je tirais généralement un petit revenu de la culture des tomates en plein champ, qui avait un faible rendement » a déclaré ce père de deux enfants.

Les serres aident les agriculteurs à surmonter les conditions météorologiques et à éviter les effets d'épisodes de sécheresse, de températures élevées, de tempêtes de vent, de fortes pluies et de tempêtes de grêle. Elles permettent également de mieux lutter contre les parasites et les maladies des cultures et d'irriguer les plantes. En plus d'une

subvention, M. Kubwimana a reçu une formation sur la manière d'entretenir sa serre en contrôlant la température, l'humidité, le niveau de lumière et la ventilation dont les plantes ont besoin pour produire un rendement optimal. Grâce à cette technologie, il peut gagner jusqu'à 150 dollars par semaine alors qu'il tirait à peine plus de 10 dollars par semaine de ses cultures en plein champ.

En fournissant des serres, des technologies et des connaissances pour améliorer l'agriculture et l'irrigation, le projet SAIP, qui est mis en œuvre par le Rwanda Agriculture and Animal Resources Development Board (RAB), accroît l'offre et la consommation d'aliments nutritionnels tout en diversifiant les revenus des agriculteurs. Il s'appuie sur les résultats d'un projet antérieurement financé par le GAFSP, qui portait sur des équipements de grande envergure, notamment les barrages de captage d'eau.

« D'importants montants avaient déjà été investis dans de grandes infrastructures », explique Winston Dawes, ancien chef d'équipe de la Banque mondiale. « Le projet SAIP va encore plus loin, car il met l'accent sur la manière d'utiliser l'eau efficacement en irriguant les cultures avec la quantité d'eau dont elles ont précisément besoin, ce qui devrait permettre d'accroître l'efficacité de 15 % et, à terme, d'étendre les superficies irriguées.

Les agriculteurs ont reçu une aide pour investir dans une technologie d'irrigation améliorée qui exploite les possibilités d'irrigation tout en contrôlant l'efficacité des opérations. Il leur est ainsi possible, par exemple, d'employer des techniques d'irrigation au goutte-à-goutte, des tuyaux de recyclage de l'eau de pluie ou des systèmes par aspersion au lieu de simplement inonder leurs champs ou d'utiliser des tuyaux moins économes en eau.

Source: GAFSP, 2023, Sep 4. *Building Climate Resilient Food Systems in Africa, Impact Stories and GAFSP, 2022, April 15, Rwanda's Greenhouses Bring Growth, Impact Stories.*

<https://www.gafspfund.org/index.php/news/building-climate-resilient-food-systems-africa-5> and <https://www.gafspfund.org/news/rwandas-greenhouses-bring-growth>



D'importants montants avaient déjà été investis dans de grandes infrastructures », explique Winston Dawes, ancien chef d'équipe de la Banque mondiale. « Le projet SAIP va encore plus loin, car il met l'accent sur la manière d'utiliser l'eau efficacement en irriguant les cultures avec la quantité d'eau dont elles ont précisément besoin, ce qui devrait permettre d'accroître l'efficacité de 15 % et, à terme, d'étendre les superficies irriguées.

Intégrer l'apport d'un soutien aux femmes dans l'ensemble du système agroalimentaire

Dans les communautés rurales du monde entier, les femmes cultivent, achètent, récoltent et préparent les aliments pour leur famille. Elles jouent aussi un rôle dans le système agroalimentaire au sens large en tant que salariées et entrepreneures, en participant aux activités de transformation des produits agricoles et en ajoutant de la valeur à ces derniers. La faim et l'insécurité alimentaire continuent d'être des problèmes plus graves pour les femmes et les filles qui sont souvent, littéralement, les « dernières à manger » lors des repas. Ces dernières sont aussi confrontées à des obstacles et à des contraintes que les hommes et les garçons ne connaissent pas, qui résultent de normes rigides et de la répartition des rôles entre les sexes, de rapports de force

inégaux et de structures sociales discriminatoires.

Il est essentiel de promouvoir l'égalité des sexes et de donner aux femmes accès aux marchés pour assurer le passage à des systèmes agroalimentaires durables et résistants. La transformation des systèmes agroalimentaires peut, quant à elle, avoir un impact positif sur l'égalité des sexes en renforçant l'autonomie des agricultrices, en créant des emplois agricoles et non agricoles dans les zones rurales et en améliorant l'état nutritionnel des femmes et des jeunes filles.

Les femmes constituent au moins 43 % de la main-d'œuvre agricole dans les pays en développement.



En décembre 2023, 42 % des personnes bénéficiant des projets financés par le GAFSP dans le cadre du secteur public étaient des femmes. Les investissements axés sur ces dernières visent à renforcer leur résilience – ainsi que celle de leurs ménages – face aux crises et au changement climatique.

Les projets menés par le GAFSP dans le cadre des secteurs public et privé comprennent des interventions visant à permettre aux femmes de participer et d'avoir accès aux technologies agricoles, aux services de vulgarisation, à la distribution d'intrants et aux actifs productifs, à l'entrepreneuriat, à des revenus et à des emplois, ainsi qu'aux associations et aux coopératives de producteurs.

Plus de 85 % de tous les projets du GAFSP menés dans le cadre du secteur public remplissent les trois critères de l'intégration de la dimension de genre : présentation d'une analyse des disparités entre les femmes et les hommes, interventions en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes pour réduire les écarts recensés et indicateurs des disparités permettant de mesurer les progrès.

Dans les 20 projets les plus récents GAFSP :

- Les différences entre les sexes les plus fréquemment mentionnées sont l'accès aux intrants et aux facteurs de la productivité agricole, comme les marchés, l'entrepreneuriat, le soutien à la commercialisation, la vulgarisation et la formation.
- Viennent ensuite l'accès aux actifs productifs et le contrôle de ces derniers, comme les activités génératrices de revenus, les financements et les terres.
- Sont enfin indiquées la participation limitée des femmes, leur manque d'accès, ainsi que le peu de possibilités qu'elles ont de se faire entendre, de prendre des décisions et de prendre la direction des opérations.

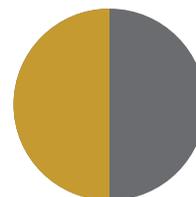
Au nombre des bonnes pratiques et des interventions innovantes propices à la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes recensées dans le cadre des 20 projets les plus récents, citons l'utilisation d'une plateforme d'évaluation

de l'Organisation internationale du Travail pour établir la répartition par sexe et les capacités dont ont besoin les organisations de producteurs au Soudan du Sud ; la fixation d'un objectif consistant à employer 30 % de femmes à la collecte de données afin d'améliorer l'accès aux agricultrices et aux ménages dirigés par une femme et d'établir des rapports en ce domaine au Bangladesh ; et l'adoption d'un indicateur pour suivre l'objectif consistant à réduire de 25 % l'écart de rendement entre les femmes et les hommes bénéficiaires du programme au Malawi.

Plusieurs des projets les plus récents couvrent à la fois les questions de genre, de nutrition et de résilience climatique dans le cadre des interventions : ils cherchent, par exemple, à accroître les informations sur la résilience au changement climatique pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition en visant 30 % de femmes au Honduras ; à communiquer des données sur la nutrition et le climat en ciblant les femmes qui les utilisent et la plateforme numérique au Laos ; et à dispenser aux agricultrices togolaises une éducation portant à la fois sur les pratiques intelligentes sur le plan climatique et sur la nutrition.



8 MILLIONS DE FEMMES BÉNÉFICIAIRES – 42 % DES PARTICIPANTES AUX PROJETS MENÉES DANS LE CADRE DU SECTEUR PUBLIC



50% DE BÉNÉFICIAIRES

PLEINS FEUX SUR LES FEMMES

Sénégal

Projet d'appui à la sécurité alimentaire
Banque africaine de développement

Au Sénégal, un projet financé par le GAFSP aide les agricultrices à faire face à la sécheresse. Étant donné que seulement 5 % des terres sont irriguées, il est essentiel d'approvisionner les agriculteurs en eau pour lutter contre la faim. Les femmes produisant 80 % de la production des denrées alimentaires dans le pays, il est crucial de donner à ces dernières les moyens de lutter contre la sécheresse pour assurer la sécurité alimentaire et, ce faisant, de générer des avantages supplémentaires plus larges pour elles-mêmes et la communauté toute entière.

Le projet d'appui à la sécurité alimentaire dans les régions de Louga, Matam et Kafrine a donné lieu à la modernisation de forages – qui peuvent pénétrer plus profondément dans la nappe phréatique que les puits traditionnels – et à l'irrigation au goutte-à-goutte. Ces interventions ont permis aux agriculteurs de créer des jardins maraîchers pour accroître l'offre de légumes frais. Les éleveurs ont aussi maintenant accès à des forages et à des abreuvoirs pour leur bétail, ce qui leur permis d'accroître les revenus et d'améliorer les services de nutrition, de santé et d'éducation.

Les digues anti-sel – qui font obstacle à l'intrusion d'eau salée dans les rizières – et l'amélioration du rendement du riz de bas-fond ont réduit les dépenses assumées par les ménages, qui peuvent consommer leur riz et économiser. La production hivernale de riz de bas-fond peut couvrir les besoins alimentaires d'une famille de six à neuf personnes pendant sept à huit mois.

Le soutien apporté aux femmes, par exemple par la mise en place d'équipements stables, a également permis d'accroître la production laitière. Cette dernière a plus que triplé pour passer d'en moyenne 20 litres à 70 litres de lait par jour entre 2014 et 2022. L'appui fourni a tiré parti d'infrastructures de longue durée qui existent depuis 1999. Les interventions ont également permis de réduire la migration des zones rurales vers les villes. Par exemple, plus de 70 % des exploitants des nouvelles fermes sont des jeunes âgés de 18 à 35 ans qui ont décidé, en majorité, de rester au village.



Avant le projet, nous passions une bonne partie de la nuit à aller chercher de l'eau, maintenant ce n'est plus la peine

Les interventions ont été conçues de manière à alléger la charge de travail, en particulier pour les femmes. Par exemple, dans la zone sylvo-pastorale, les femmes doivent tous les jours aller chercher de l'eau. La construction de points d'eau, la remise en état des forages existants et la construction de nouveaux forages ont permis de réduire cette charge.

« Avant le projet, nous passions une bonne partie de la nuit à aller chercher de l'eau, maintenant ce n'est plus la peine », explique Rouguy Sow, une femme du centre pastoral de Labardi, dans la région de Louga, dans le cadre d'une étude de cas consacrée par Action Aid à ce projet.

Les femmes ont également obtenu des avantages sur le plan social lorsqu'elles ont formé des coopératives et des groupes. « Il y a encore peu de temps, nous n'osions même pas nous approcher des lieux où il y avait des réunions. Maintenant, nous participons à toutes les réunions qui ont lieu dans le village », explique Rouguy Sow.

Les femmes ont pris des mesures pour améliorer leur accès à des financements, en partageant leurs compétences et en renforçant leur impact au sein de la société. Par exemple, elles ont établi leurs propres systèmes d'épargne et de crédit dans les coopératives laitières, grâce au programme Saving for Change. Cela a permis à 96 % d'entre elles de bénéficier de ces activités et d'épargner près de 50 000 dollars en 2017.

Source: GAFSP 2024, March 8. *How Investing in Women is Building resilience in Senegal. Impact stories.*

<https://www.gafspfund.org/news/how-investing-women-building-resilience-senegal>

Édifier un monde dans lequel les populations pauvres et vulnérables ont une alimentation nutritive

Malgré les engagements pris au niveau mondial pour atteindre le deuxième objectif de développement durable (ODD 2), « Faim zéro », l'insécurité alimentaire et la malnutrition ont gagné du terrain en 2023, pour la cinquième année consécutive. La crise alimentaire a principalement résulté des conditions météorologiques extrêmes, des chocs économiques et de l'impact des conflits mondiaux et régionaux sur le coût et la disponibilité des aliments nutritifs.

Le GAFSP s'emploie, par l'intermédiaire de ses partenaires et des pays avec lesquels il collabore,

à promouvoir un monde où les aliments sont nutritifs, sains, durables, d'un coût abordable et sont mis à la portée des groupes de population les plus pauvres et les plus vulnérables. Grâce aux investissements qu'il a effectués à ce jour, il est devenu plus aisé à 4,5 millions de personnes de se procurer des aliments sains et d'avoir des régimes alimentaires diversifiés.

Les projets financés par le GAFSP font bénéficier les petits exploitants agricoles de fonds, de technologies, de formations et d'intrants pour leur permettre de diversifier leur production et de cultiver



des fruits et des légumes pour les marchés locaux. Ils contribuent à accroître l'offre et la consommation d'aliments nutritifs et permettent aux populations locales de mieux faire face aux pénuries alimentaires. Le GAFSP poursuit d'autres interventions liées à la nutrition, comme la distribution de suppléments de micronutriments, des campagnes axées sur la modification des comportements et des initiatives de promotion de l'assainissement et de l'hygiène au niveau des ménages.

Le portefeuille du GAFSP privilégie la nutrition. Sur les 80 projets menés dans le cadre du secteur public qui ont été examinés en mars 2024⁴, 59 projets comprenaient des activités portant sur la nutrition se chiffrant au total à 522,8 millions de dollars.

La réalisation d'investissements dans l'amélioration de la nutrition pendant 10 ans a permis au GAFSP de tirer des enseignements précieux sur la manière d'atteindre au mieux les objectifs nutritionnels, bien au-delà de la simple culture de denrées alimentaires. Il faut ainsi, notamment, identifier les groupes vulnérables, surveiller l'état nutritionnel, éduquer tous les membres de la famille en matière de nutrition, promouvoir des pratiques saines à domicile, veiller à ce que les aliments soient entreposés et manipulés dans de bonnes conditions de salubrité, établir des liens avec les programmes d'alimentation scolaire et de rééducation, renforcer les capacités des agents communautaires chargés des questions de santé et de nutrition, promouvoir des variétés de cultures fortifiées et élargir l'accès à des sources de protéines abordables.

Les projets menés par le GAFSP dans différents pays donnent des exemples des différentes approches qui peuvent être suivies afin d'améliorer les systèmes alimentaires locaux et la santé des populations. Au Burkina Faso, le projet du GAFSP vise à accroître la résilience de l'agriculture par l'intermédiaire des écoles pratiques d'agriculture et l'exploitation de jardins produisant des aliments nutritifs ; il s'emploie

aussi à améliorer la nutrition en renforçant les capacités dont disposent les gestionnaires au niveau régional pour appuyer et promouvoir la nutrition et la résilience climatique, et en établissant des écoles pratiques de nutrition. Le projet mis en œuvre au Bhoutan renforce la sécurité alimentaire en utilisant l'outil CLEAR du Programme alimentaire mondial pour analyser les risques et la vulnérabilité à long terme. Il investit aussi dans des installations après-récolte et améliore la qualité nutritionnelle des repas scolaires. Il donne également lieu à la réalisation d'une étude détaillée de la diversité des régimes alimentaires auprès des femmes, qui servira de base à l'élaboration d'un plan complet de modification des comportements sociaux. Au Libéria, la nutrition est incorporée dans le développement agricole grâce à la mise en place de systèmes d'approvisionnement en semences et à l'apport d'un soutien à des systèmes agricoles intégrés ; ces efforts sont complétés par la présentation de jardins potagers, la poursuite de programmes d'alimentation scolaire et la création de clubs de nutrition dans les communautés rurales.

Certains projets peuvent associer des interventions portant sur la nutrition, les questions de genre et le climat. Par exemple, le projet mené au Honduras promeut des produits agricoles riches en nutriments et une éducation poussée dans le domaine de la nutrition qui couvre la sécurité alimentaire et les cultures fortifiées. Il favorise aussi la résilience climatique grâce à la poursuite de pratiques intelligentes sur le plan climatique, comme l'utilisation de semences certifiées et d'engrais biologiques. Le projet utilise notamment des outils numériques pour cartographier la vulnérabilité climatique au niveau communautaire en veillant à assurer l'inclusion des femmes, afin de garantir que les interventions tiennent compte des besoins et des vulnérabilités spécifiques des agricultrices. Cette approche permet non seulement d'améliorer les résultats nutritionnels, mais aussi de renforcer la résilience agricole, la durabilité et l'inclusion des femmes.

4 L'unité de coordination du GAFSP procède à l'analyse du document final de conception du projet en vue de cet examen. Ce chiffre ne comprend donc que les projets approuvés, mis en œuvre ou clos ; il n'inclut pas les projets en préparation.

NUTRITION

Tanzanie

Initiative pour la prévention de la contamination par l'aflatoxine en Tanzanie
Banque africaine de développement

En Tanzanie, le maïs et les arachides sont des produits qui revêtent une importance cruciale pour la sécurité alimentaire et le commerce d'exportation. Ils sont toutefois très sensibles aux infestations de champignons, c'est-à-dire à la contamination par l'aflatoxine, qui est la principale cause de maladie et de cancer du foie en Tanzanie. Cela a pour effet de nuire au bien-être de la population et de réduire le potentiel d'exportation du pays. Les niveaux d'aflatoxine et leur impact devraient augmenter avec les températures et le stress hydrique.

L'initiative tanzanienne pour la prévention de la contamination par l'aflatoxine (TANIPAC) a entrepris de moderniser l'unité nationale de lutte biologique du ministère de l'Agriculture en partenariat avec la Banque africaine de développement et avec l'appui du GAFSP. Elle vise à créer un centre d'excellence post-récolte pour les céréales et un laboratoire central de référence agricole. Cette unité aidera à lutter contre la présence de composés toxiques naturellement produits par certains types de moisissures ou de champignons tout au long de la chaîne de production et d'approvisionnement alimentaires, tout en favorisant l'établissement de meilleurs partenariats avec les acheteurs commerciaux.

« La formation que j'ai reçue sur la prévention des aflatoxines m'a aidé, en tant qu'homme d'affaires et transporteur, à comprendre les dangers auxquels je pouvais exposer la population et mon entreprise... J'ai réduit le risque de dommages causés à mon maïs par des pluies imprévues et mon entreprise affiche de meilleurs résultats par suite de la diminution de la contamination de mon produit par des champignons », a déclaré Jackson Mbilizi, transporteur au marché du maïs de Kibaigwa.

Le projet mène également des actions de sensibilisation et d'éducation du public axées sur la sécurité alimentaire, la nutrition et l'atténuation des effets de l'aflatoxine, et soutient l'élaboration d'arrêtés visant à réglementer les codes de pratique pour le maïs et les arachides. Grâce à ces efforts, plus de 130 000 petits exploitants agricoles peuvent faire face aux

effets immédiats du changement climatique, accroître leurs revenus et produire des aliments plus nutritifs, tout en formulant des stratégies d'adaptation à plus long terme.

« Je suis artisan depuis longtemps, mais je ne savais pas qu'il était possible de construire des silos métalliques pour les ménages. Grâce à ce projet, j'ai acquis des compétences et des connaissances concernant, non seulement la construction de silos métalliques, mais aussi la prévention de l'aflatoxine. Jusqu'à présent, j'ai construit deux silos métalliques pour mes clients et j'ai trois autres commandes. C'est bon pour mes affaires », a déclaré Vicent Ndigomo, artisan à Kongwa.

Les interventions d'urgence, comme l'extinction des incendies de forêt, doivent être menées de manière immédiate. Nous devons en revanche nous projeter dans l'avenir pour faire face aux effets du changement climatique. La transformation des systèmes alimentaires africains sera un marathon de longue haleine, et non un sprint. Le GAFSP est déjà en piste : il suit une approche globale, souple et répondant à la demande pour aider les agriculteurs à lutter contre les effets du changement climatique et appuyer des systèmes alimentaires plus robustes à long terme.

Source: GAFSP 2023, Sept 3. *Building Climate-Resilient Food Systems in Africa. Histoires d'impact.*

<https://www.gafspfund.org/index.php/news/building-climate-resilient-food-systems-africa-5>



J'ai réduit le risque de dommages causés à mon maïs par des pluies imprévues et mon entreprise affiche de meilleurs résultats par suite de la diminution de la contamination de mon produit par des champignons

Atténuer les effets des conflits et de la violence

À l'horizon 2030, la moitié des populations extrêmement pauvres du monde habiteront dans des pays touchés par la fragilité, les conflits et la violence (FCV). Ces facteurs, ainsi que la variabilité du climat et les chocs économiques mondiaux, sont principalement responsables de la faim et de l'insécurité alimentaire, qui n'ont cessé de s'aggraver au cours des cinq dernières années.

Les femmes et les filles sont particulièrement vulnérables dans les situations de conflit – non seulement parce qu'elles souffrent d'insécurité alimentaire, mais aussi parce qu'elles sont déplacées de force et sont victimes de la violence fondée sur le genre – et doivent faire l'objet

d'interventions ciblées. La malnutrition aiguë chez les femmes et les enfants s'est aggravée en 2023, en particulier dans les zones touchées par les conflits ou la violence.

Le secteur agricole est déstabilisé par les conflits, mais il contribue aussi de manière cruciale à la reprise dans les régions touchées. Il offre des possibilités de rebâtir à l'issue d'un conflit ; outre le fait qu'il donne accès à de la nourriture, il peut rapidement absorber de nombreux travailleurs, et donc fournir des emplois tout en aidant les gens à reconstruire les économies locales et familiales. Les petits exploitants agricoles, les micro, moyennes et petites entreprises ainsi que les communautés



rurales forment l'ossature des systèmes alimentaires dans les pays touchés par la FCV.

Les petits exploitants agricoles se trouvant dans de telles situations sont, comme ceux des autres régions, plus durement touchés par les crises émergentes et les effets du changement climatique sur l'approvisionnement alimentaire, les moyens de subsistance et la faim, mais ils sont en même temps essentiels au renforcement de la résilience. Les pays qui sont fortement ou totalement tributaires des importations pour leur nourriture sont particulièrement exposés à l'insécurité alimentaire : le renforcement des marchés locaux et la réduction de la dépendance à l'égard des importations sont des éléments essentiels des stratégies visant à assurer la résilience à long terme.

En décembre 2023, le GAFSP avait accordé des subventions à hauteur de plus de 587,5 millions de dollars à 36 pays touchés par les situations de FCV. La poursuite d'opérations dans ces pays pose des risques plus importants, mais c'est dans ces situations que l'aide est la plus nécessaire et que les subventions du GAFSP peuvent avoir le plus

d'impact. Il est essentiel de forger des partenariats ; le GAFSP travaille avec des agences d'exécution non étatiques, des plateformes FCV intérieures et des organisations non gouvernementales très présentes sur le terrain pour mettre en œuvre des projets dans les zones les plus reculées et les plus touchées par les conflits. Fort des enseignements acquis, il poursuit des investissements dans les pays touchés par la FCV dans le but également de simplifier la conception des projets et de mettre en place des mécanismes de mise en œuvre souples mieux adaptés aux capacités d'exécution dans ces régions.

Les interventions financées par le GAFSP dans les pays et les territoires touchés par la FCV visent à répondre le plus rapidement possible aux besoins immédiats des populations pauvres et vulnérables, tout en assurant le développement et la stabilité à long terme et en renforçant la cohésion sociale. Avec l'appui des partenaires de développement sur le terrain, le GAFSP investit dans des interventions à moyen et à long terme en apportant une assistance financière et technique et en servant de catalyseur pour attirer les investissements du secteur privé dans ces marchés difficiles à atteindre.



HISTOIRE SUR LE CONFLIT

Haïti

Projet d'horticulture en Haïti IFC

En Haïti, les liens avec le secteur privé stimulent les revenus des agriculteurs

Kettelie* est une agricultrice vivant dans les montagnes qui surplombent Port-au-Prince. Elle se souvient que, lorsqu'elle a eu sa première récolte de tomates cerises, des voisins bien intentionnés se sont précipités dans ses champs, pris de panique. « Quelqu'un a réduit la taille de vos tomates » se sont-ils exclamés. »

Ses voisins ont cessé de s'inquiéter lorsqu'ils ont vu la rapidité avec laquelle elle a pu vendre ces petits fruits à un agrégateur de produits locaux approvisionnant les meilleurs hôtels, restaurants et supermarchés de la ville.

Les produits haut de gamme comme les tomates cerises étaient, encore récemment, tous importés, mais cela commence à changer grâce à un projet d'IFC de conseil en horticulture qui établit des liens entre les petits exploitants haïtiens et GreenFresh SA, une entreprise locale spécialisée dans la production et la commercialisation de légumes de haute qualité.

Le projet passe par GreenFresh pour vendre des produits de haute qualité aux clients afin de remplacer les produits importés et de stimuler la production locale. Les importations sont souvent imprévisibles en raison de la fermeture des frontières, des perturbations au port et de l'insécurité générale. Selon Jean-Robert Estime, directeur de GreenFresh, l'entreprise est gagnante sur toute la ligne.

« Le partenariat nous aide à gérer notre filière et à garantir l'accès à des produits de haute qualité », déclare M. Estime. « En travaillant avec les agriculteurs, en leur fournissant des intrants, des formations et des informations sur ce dont le marché a besoin, nous donnons aux agriculteurs des motifs de travailler avec nous pendant longtemps.

Haïti souffre d'une forte insécurité alimentaire, qui touche près de la moitié de la population. Bien que



Haïti a un système alimentaire incroyablement complexe, qui pâtit de multiples crises institutionnelles et sectorielles, de sorte qu'il est très difficile pour les agriculteurs de générer des revenus.

les marchés soient bien approvisionnés et que la nourriture soit abondante, les prix sont trop élevés pour la plupart des Haïtiens. L'instabilité politique, la violence des gangs et la vulnérabilité aux conditions météorologiques extrêmes aggravent les défis auxquels est confronté le secteur agricole.

« Haïti a un système alimentaire incroyablement complexe, qui pâtit de multiples crises institutionnelles et sectorielles, de sorte qu'il est très difficile pour les agriculteurs de générer des revenus », explique Kenel Cadet, coordinateur à la Fondation haïtienne pour le développement agricole durable, qui forme les agriculteurs dans le cadre du projet pour leur permettre de relever ces défis.

Les services de vulgarisation axés sur le marché, par exemple, aident les agriculteurs à augmenter leur production et leur ouvre aussi un accès direct à des débouchés qu'ils ne pourraient pas obtenir autrement. En travaillant avec des acheteurs officiels, Kettelie n'a pas besoin de se rendre sur des marchés informels plus éloignés, le long de routes où les risques d'actes de violence et d'enlèvement par des gangs sont élevés.

Le projet fournit des semences de haute qualité et, en parallèle, une formation aux techniques modernes de plantation et de récolte. Il aide également les agriculteurs à apprendre comment faire face à l'incertitude économique et politique, gérer les chocs et produire une récolte pouvant faire concurrence aux importations. La formation assurée couvre également la gestion post-récolte, la sécurité alimentaire, l'entreposage et le conditionnement.

Les résultats du projet sont prometteurs : les agriculteurs diversifient leur production de légumes tout en doublant leurs rendements, selon Colomb Louisma, agronome et directeur technique de SOHADERK, association agricole locale qui est l'une des partenaires du projet pour la formation : « Le projet donne aux agriculteurs la possibilité de davantage subvenir à leurs propres besoins et de desservir un marché haut de gamme. Il donne aux agriculteurs l'assurance que quelqu'un achètera leurs produits. »

**Comme d'autres agriculteurs mentionnés ici, Kettelie n'est identifiée que par son prénom que pour des raisons de sécurité.*

Source: IFC, 2024, 13 février. En Haïti, les liens avec le secteur privé stimulent les revenus des agriculteurs. <https://www.ifc.org/en/stories/2024/haiti-private-sector-boosting-farmer-incomes>



Création d'emplois dans le secteur agricole

À l'échelle mondiale, les systèmes agricole et alimentaire emploient directement environ 1,23 milliard de personnes ; 3,83 milliards de personnes appartiennent en outre à des ménages dont les revenus sont liés à ce secteur. Dans les pays en développement, le système alimentaire emploie la majorité des travailleurs indépendants et des salariés, sur les exploitations ou en dehors de celles-ci.

La croissance économique due au secteur agricole a un impact de deux à quatre fois plus élevé sur l'augmentation des revenus des groupes de population les plus pauvres que celle induite par

d'autres secteurs. Les emplois dans le secteur des systèmes agricoles et systèmes alimentaires vont de la production à la commercialisation en passant par la transformation. En augmentant la productivité agricole, en reliant les agriculteurs aux marchés et en améliorant les moyens de subsistance ruraux non agricoles, il devient possible de faire sortir des millions de petits exploitants de la pauvreté et d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Le portefeuille du GAFSP appuie les emplois agricoles et non agricoles rémunérés, notamment les emplois destinés aux jeunes et à d'autres





276,285

**NOUVELLES POSSIBILITÉS D'EMPLOI
CRÉÉES GRÂCE AUX PROJETS FINANCÉS
PAR LE GAFSP DEPUIS 2017**

groupes vulnérables, qui répondent à la demande sur le terrain. Les projets financés par le GAFSP permettent aux agriculteurs et aux pays d'adapter les investissements de manière à répondre à des besoins multiples, et ont de profonds impacts dans le secteur agricole et au-delà.

Au Bangladesh, le guichet du GAFSP pour le secteur privé soutient un projet qui vise à accroître la production et les revenus de 110 000 petits exploitants agricoles qui approvisionnent l'un des plus gros transformateurs de produits alimentaires du pays. En Éthiopie, un projet financé par ce guichet a aidé les cultivateurs d'orge à augmenter leurs revenus de 150 % en travaillant avec eux pour accroître leur productivité et en établissant des liens entre eux et la chaîne d'approvisionnement en malt. Le programme met l'accent sur la formation d'environ 7 300 agricultrices.



37%

**DES EMPLOIS ÉTAIENT DESTINÉS
AUX FEMMES**

EMPLOIS/GÉNÉRATION DE REVENUS

Bangladesh

IFC

Changer la donne pour les agricultrices du Bangladesh

Au moment des récoltes, Selina Khatun avait l'habitude de faire le tour de son verger de manguiers au petit matin, et de frapper de toutes ses forces les branches des arbres avec un bâton en bois pour faire tomber les fruits mûrs sur le sol. Les insectes se précipitaient sur ceux-ci qui avaient souvent des traces de meurtrissure avant d'arriver au marché.

« Tout a changé après la formation », explique Khatun, le sourire aux lèvres. Depuis que, grâce à IFC, une formation à la production agricole et à la gestion des engrais a été dispensée dans son village de Bashbaria, dans le nord du Bangladesh, il y a plus de trois ans, Khatun dépense moins et gagne plus d'argent. Cela signifie qu'elle peut payer sans problème les frais de scolarité de ses deux enfants et qu'il lui reste de l'argent pour inviter des voisins et des amis chez elle. « Après la formation, j'ai ouvert mon propre compte en banque », dit-elle.

Khatun fait partie des 110 000 petits exploitants agricoles qui approvisionnent PRAN, l'une des plus grandes entreprises de transformation alimentaire du Bangladesh. Avec l'appui d'IFC et du guichet du GAFSP pour le secteur privé, PRAN collabore étroitement avec des petits exploitants agricoles comme Khatun, qui se sont révélés avoir une contribution essentielle à la chaîne d'approvisionnement de l'entreprise et ont permis à cette dernière d'enregistrer une expansion rapide.

« La collaboration avec les agriculteurs et l'offre à ces derniers d'une formation permet à PRAN d'avoir de meilleurs rendements, moins de pertes de nourriture et des produits de meilleure qualité », a déclaré Md. Kamruzzaman Tito, directeur général adjoint et responsable de l'agriculture sous contrat pour PRAN. L'amélioration de la production agricole a permis à PRAN d'afficher une croissance de plus **de 200 %**.

Dans le cadre du programme appuyé par IFC, les formateurs travaillent en étroite collaboration avec les agriculteurs ; ils leur apprennent à utiliser correctement les pesticides et à utiliser des techniques de récolte plus efficaces et des systèmes d'entreposage sûrs qui consistent, par exemple, à placer les mangues mûres



Avant, il parlait et j'écoutais. Maintenant, nous nous informons mutuellement de ce que nous savons.

sur une feuille ou de la paille, plutôt que directement sur le sol, immédiatement après la récolte. Md. Shoriful Islam, producteur de mangues et de tomates, avait l'habitude de pulvériser des pesticides sur les bourgeons des arbres fruitiers en fleurs, mais il a appris que l'eau et le savon, moins chers et plus durables, sont tout aussi efficaces et plus sûrs. « Cette information a changé beaucoup de choses », a-t-il déclaré.

L'agriculture est la source de la majorité des emplois que peuvent obtenir les femmes dans les zones rurales du Bangladesh, et la question de l'égalité entre les femmes et les hommes est un élément essentiel du programme de formation. Les agricultrices participant au programme sont formées non seulement aux meilleures pratiques agricoles et à la lutte intégrée contre les parasites, mais aussi à la tenue de registres et à la comptabilité de base, et reçoivent des informations concernant la santé et la nutrition. Farida Parveen, qui cultive des mangues, du riz et du sésame, affirme que l'adoption de pratiques agricoles plus durables et plus efficaces lui a permis d'accroître ses revenus de 30 %. Elle dit qu'elle est désormais capable de calculer le coût des aliments pour animaux, des engrais et des autres intrants agricoles et qu'elle a assumé la responsabilité des finances du ménage.

« J'ai formé mon mari, ce dont je suis très fière », dit-elle, à l'ombre d'un beau manguiers. « Avant, il parlait et j'écoutais. Maintenant, nous nous informons mutuellement de ce que nous savons. »

Source: IFC. 2023. *Making a difference for women farmers in Bangladesh.*

<https://www.ifc.org/en/stories/2023/making-difference-women-farmers-bangladesh>



Nos priorités pour 2024

Le GAFSP reste déterminé en 2024 à exploiter de nouveaux outils de manière à avoir plus d'impact. Il cherche en priorité à accélérer et accroître les investissements dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle, à relever les défis du changement climatique et de la fragilité, et à associer les femmes et les jeunes à la croissance agricole dans les pays les plus vulnérables du monde.

Le GAFSP maintiendra et renforcera son partenariat historique avec les organisations de la société civile, tout en offrant d'autres types de collaboration. En 2024, le GAFSP travaillera avec d'autres partenaires de la société civile pour appuyer et suivre ses activités sur le terrain et orienter les débats du Conseil d'administration. L'action du GAFSP s'est caractérisée par la volonté de parvenir à un consensus et par l'importance accordée à la recherche de solutions. Ce sont là ses principaux atouts.

La mise en place du projet pilote BIFT du GAFSP ajoute une nouvelle dimension au Programme et permettra de mobiliser les financements du secteur privé qui sont si nécessaires à la réalisation

d'investissements dans la résilience climatique pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Le Comité directeur a rapidement donné suite au BIFT, afin de répondre à des besoins pressants. Le projet pilote BIFT sera donc lancé en octobre 2024, grâce à une allocation de 75 millions de dollars.

La clôture du septième appel à propositions témoigne de l'importance que le GAFSP continue d'accorder à l'apport de réponses souples aux défis auxquels il est confronté. En 2024, le GAFSP s'emploiera à continuer à raccourcir la période s'écoulant entre l'attribution des fonds aux propositions et l'obtention d'effets sur le terrain.

En 2024, le GAFSP continuera de reconsidérer ses activités dans le domaine de la sécurité alimentaire dans l'optique du climat, de la nutrition et des questions de genre, en particulier dans les contextes fragiles. Pour assurer la prise en compte des liens entre ces questions transversales, il ne suffit pas de simplement donner la priorité à ces dernières dans les lignes directrices formulées pour les propositions : il faut en effet trouver des moyens efficaces et

innovants d'utiliser de ressources limitées pour obtenir des résultats. Il faut également travailler en partenariat et collaborer à plusieurs niveaux avec les autorités publiques, les institutions des Nations Unies, les institutions financières internationales, les entreprises, les investisseurs et les organisations de la société civile.

Le GAFSP travaille de tout temps en partenariat, de sorte qu'il peut contacter de nombreux partenaires de développement à l'échelle du système multilatéral pour soutenir un large éventail d'interventions. Il est toutefois devenu nécessaire de collaborer de manière plus étroite pour relever les défis mondiaux actuels. Les efforts que déploiera le GAFSP en 2024 pour forger des partenariats montreront qu'il sait bien que les pays n'ont pas tous besoin du même type d'appui pour lutter contre l'insécurité alimentaire, et qu'il lui faut tirer parti des avantages comparatifs des différentes institutions pour optimiser son impact.

En 2024 également, le GAFSP lancera un dialogue stratégique, sur la base de l'évaluation quinquennale du programme, dans le but de déterminer comment accroître la pertinence de son action et son influence dans l'architecture mondiale du financement du développement et de l'alimentation. Si les institutions ont jusqu'ici privilégié soit la poursuite d'interventions en réponse aux crises, soit le renforcement de la résilience à long terme, il est désormais clair qu'il n'y a pas de démarcation nette entre ces deux optiques : les progrès accomplis dans le cadre du développement à long terme peuvent être anéantis

lorsqu'une crise survient. Les partenaires doivent collaborer à la prévention des crises et mieux se préparer à agir par anticipation. Diverses plateformes mondiales recueillent déjà des données sur les indicateurs de sécurité alimentaire et nutritionnelle et utilisent ces informations, par exemple, pour planifier des mesures de préparation. Il importerait toutefois de mieux coordonner les activités des partenaires du secteur humanitaire et du développement dans les pays et les régions confrontés à des crises alimentaires récurrentes afin de renforcer la résilience des populations locales.

Il est important de mettre en place des structures et des mécanismes d'appui permettant de réunir les différentes institutions et de mobiliser leurs ressources à l'appui d'une réponse plus globale.

Un partenariat multilatéral mondial et plateforme de financement comme le GAFSP doit, fondamentalement, faire plus que procurer des fonds – il doit se demander comment utiliser ces derniers pour promouvoir de nouvelles collaborations pouvant avoir des impacts et apporter des solutions d'une envergure plus systémique. Le GAFSP doit maintenant saisir l'occasion qui lui est donnée de présenter une vision claire du rôle unique qu'il joue dans l'architecture mondiale de financement du développement et de l'alimentation : c'est-à-dire déterminer comment il peut soutenir les partenariats qu'il a déjà forgés et en créer de nouveaux pour promouvoir un avenir plus résilient, plus prospère et plus sûr dans le domaine de l'alimentation.



Annexes

Annexe 1. Soutien des bailleurs de fonds

Annexe 2. Comité directeur

Appendix 3. Projects

Photo Credits: Pg. 1: EyeE/Alamy Stock Photo / Pg. 6: Global Tea Bennie Khanyizira/IFC / Pg. 7: Kimberly Parent/GAFSP / Pg. 9: Kimberly Parent/GAFSP / Pg. 10: Courtesy of World Bank / Pg. 11: Rumi Consultancy/World Bank; Kimberly Parent/GAFSP; Mikias Sissay/IFC; Tammy Mehdi/GAFSP / Pg. 12: Ritik Joshi / Pg. 16: Tammy Mehdi/GAFSP / Pg. 21: Tammy Mehdi/GAFSP; Courtesy of World Bank; Ritik Joshi; Kimberly Parent/GAFSP / Pg. 22: Tammy Mehdi/GAFSP; iStock / Pg. 23: Tammy Mehdi/GAFSP / Pg. 24: Rumi Consultancy/World Bank; Kimberly Parent/GAFSP; Arne Hoel/World Bank; Courtesy of AfDB / Pg. 26: Tammy Mehdi/GAFSP; Anuja Kar, GAFSP; iStock / Pg. 27: iStock; Courtesy of AfDB; Tammy Mehdi/GAFSP / Pg. 28: iStock; Simplice/Shutterstock / Pg. 29: iStock / Pg. 33: Courtesy of Kirène Dairy / Pg. 34: Mikias Sissay/IFC / Pg. 35: Courtesy of World Bank / Pg. 36: Saikat Moju/FAO / Pg. 38: Courtesy of AfDB / Pg. 39: Courtesy of FAO / Pg. 40: SOHADERK/IFC / Pg. 41: Kimberly Parent/GAFSP / Pg. 42: Courtesy of World Bank / Pg. 43: Anuja Kar/GAFSP / Pg. 44: iStock / Pg. 45: Kimberly Parent/GAFSP / Pg. 46: Ritik Joshi / Pg. 46: iStock



Annexe 1. Soutien des bailleurs de fonds

CONTRIBUTIONS VERSÉES AU GAFSP AU 31 DÉCEMBRE 2023

(équivalent en millions de dollars)

| | Année civile | AC10 | AC11 | AC12 | AC13 | AC14 | AC15 | AC16 | AC17 | AC18 | AC19 | AC20 | AC21 | AC22 | AC23 | Total |
|----------------|----------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|-------------|-------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|----------------|---------------|
| Secteur public | Australie | 49.3 | 49.1 | | | | | | | | 4.2 | | 7.4 | | | 110 |
| | Canada | 177.1 | | | 24.4 | | | | | | | | | | | 201.5 |
| | Fondation Gates | 30 | | 30 | | 10 | | | | | | | 10 | | 7.5 | 87.5 |
| | Allemagne | | | | | 12.3 | 27.3 | 27.1 | 33.6 | 28.5 | 66.6 | 158.9 | | 220.1 | | 574.4 |
| | Irlande | 0.6 | | | 1.4 | | | | | | | | | | | 2 |
| | Corée | 53.9 | | | 30 | | | | | | | | | | | 83.9 |
| | Norvège | | | | | | | | | | 7 | 43.3 | | | | 50.3 |
| | Espagne | 94.2 | | | | | | | | | | | 5.7 | 5.3 | 10.9 | 116.1 |
| | Royaume-Uni | | | 20 | | | 42.2 | | | | | 38 | | | | 100.2 |
| | États-Unis | 66.6 | 99.8 | 135 | 142.8 | 122.6 | | 21.4 | 39.9 | | | 15.1 | | 155 | 10 | 808.2 |
| | TOTAL PARTIEL | 471.7 | 148.9 | 185 | 198.6 | 144.9 | 69.5 | 48.5 | 73.5 | 28.5 | 115.8 | 217.3 | 23.1 | 380.4 | 28.4 | 2134.1 |
| Secteur privé | Australie | | | | | | 5.8 | 1.6 | | | | | | | | 7.4 |
| | Canada | | 51.5 | | | | | | | | | | | | | 51.5 |
| | Japon | | | | | 10 | 10 | 10 | | | | | | | | 30 |
| | Pays-Bas | | | 76.3 | 26.2 | 4.5 | | 21.6 | | 6.3 | | 3.5 | | | | 138.4 |
| | Royaume-Uni | | | | 59.3 | | 40.1 | 26.2 | | 0 | 15.7 | | 3.4 | 15 | 3.1 | 162.8 |
| | États-Unis | | | 25 | | | | | | | | | | | | 25 |
| | TOTAL PARTIEL | 0 | 51.5 | 101.3 | 85.5 | 14.5 | 55.9 | 59.4 | 0 | 6.3 | 15.7 | 3.5 | 3.4 | 15 | 3.1 | 415.1 |
| TOTAL | 471.7 | 200.4 | 286.3 | 284.1 | 159.4 | 125.4 | 107.9 | 73.5 | 34.8 | 131.5 | 220.8 | 26.5 | 395.4 | 31.5 | 2,549.2 | |

Annexe 2. Comité directeur

| COMPOSITION DU COMITÉ DIRECTEUR (AU 31 DÉCEMBRE 2023) | | |
|---|--|------------------------------|
| PRÉSIDENT | | |
| Canada M. Hong Won Yu | | |
| PRÉSIDENT DU COMITÉ DES DONATEURS | | |
| États-Unis M. James Catto | | |
| REPRÉSENTANT | ORGANISATION | NOM |
| MEMBRES VOTANT | | |
| Bailleurs | | |
| Allemagne (Représentant) | Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ) | M. Jan Brix |
| Allemagne (Suppléant) | Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ) | Mme Lisa Kirfel-Rühle |
| Australie (Suppléant) | | M. Tristan Armstrong |
| Australie* (Représentant) | Ministère des Affaires étrangères et du Commerce | Mme Fiona Lynn |
| Canada (Suppléant) | Ministère des Affaires étrangères et du Commerce | Mme Vicky Leclair |
| Canada* (Représentant) | Affaires mondiales Canada | Mme Vicky Leclair |
| Espagne (Représentant) | Affaires mondiales Canada | M. Amrane Boumghar |
| Espagne (Suppléant) | Ministère des Affaires étrangères, de l'UE et de la Coopération | Mme Blanca Yañez Minondo |
| États-Unis (Représentant) | Ministère de l'Économie et du Numérique | Mme Monica Fernandez Sanchez |
| États-Unis (Suppléant) | Trésor américain | Monsieur Jason Singer |
| Fondation Bill & Melinda Gates (Représentant) | USAID | Vacant |
| Fondation Bill & Melinda Gates (Suppléant) | Directeur adjoint, développement agricole et nutrition, plaidoyer et communication | M. Neil Watkins |
| Irlande | Chargé de programme principal, Politique mondiale et engagement multilatéral | M. Ammad Bahalim |
| (Représentant) | Aide irlandaise | M. Patrick McManus |
| Norvège (Représentant) | Ministère des Affaires étrangères | Mme Jessica Nyman |
| Norvège (Suppléant) | Ministère des Affaires étrangères | Mme Kristin Dypedokk |
| République de Corée (Représentant) | Ministère de la Stratégie et des finances | M. Geumseok Lee |
| République de Corée (Suppléant) | Ministère de la Stratégie et des Finances | Mme Esther Hong |

ANNEXE 2. COMITÉ DIRECTEUR

| REPRÉSENTANT | ORGANISATION | NOM |
|--|---|--|
| MEMBRES VOTANT | | |
| Bailleurs | | |
| Royaume-Uni (Suppléant) | Ministère des Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement (FCDO) | M. Radio Save |
| Royaume-Uni* (Représentant) | Ministère des Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement (FCDO) | Mme Iris Krebber |
| Représentants régionaux | | |
| Afrique (Représentant) | Conseiller de l'Administrateur de la Banque mondiale | M. Fisseha Kidane |
| Afrique (Représentant) | Directeur exécutif, CORAF | Dr. Abdou Tenkouano |
| Afrique (Représentant) | AGRA | Dr. Agnes Kalibata |
| Afrique (Suppléant) | Conseiller principal de l'Administrateur, Banque mondiale | Mme Mamou Ehui |
| Afrique (Suppléant) | AGRA | M. Boaz Keizire |
| Amérique latine et Caraïbes (Représentant) | Conseiller de l'Administrateur de la Banque mondiale | M. Carlos Acosta Hodgson |
| Asie (Représentant) | Administrateur Suppléant, Banque mondiale | M. FNU Dalyono |
| Asie (Représentant) | Expert en sécurité alimentaire | Dr. Champak Pokharel |
| Asie (Suppléant) | Conseiller principal de l'Administrateur, Banque mondiale | Mme Ha Thanh Khuong |
| Europe et Asie centrale (Représentant) | Conseiller principal de l'Administrateur, Banque mondiale | M. Benedikt Huerzeler |
| Moyen-Orient et Afrique du Nord (Représentant) | Conseiller principal de l'Administrateur, Banque mondiale | Mme Jeehan Nawaf Abdul Malik Abdul Ghaffar |
| MEMBRES SANS DROIT DE VOTE | | |
| Bailleurs | | |
| Japon* | Ministère des Finances | M. Koichi Usami |
| Japon (Suppléant) | Ministère des Finances | Monsieur Hayato Ota |
| Pays-Bas* | Ministère des Affaires étrangères | Mme Agnes Janszen |
| Pays-Bas (Suppléant) | Ministère des Affaires étrangères | Vacant |

ANNEXE 2. COMITÉ DIRECTEUR

| REPRÉSENTANT | ORGANISATION | NOM |
|---|---|--------------------------------|
| Entités de supervision | | |
| Banque africaine de développement (Représentant) | | M. Martin Fregene |
| Banque africaine de développement (Suppléant) | | M. Philip Boahen |
| Banque asiatique de développement (Représentant) | | M. Qingfeng Zhang |
| Banque asiatique de développement (Suppléant) | | Mme Michiko Katagami |
| Banque interaméricaine de développement (Représentant) | | M. Santiago Monroy |
| Banque interaméricaine de développement (Suppléant) | | M. Pedro Martel |
| Banque mondiale (Représentant) | | M. Martien Van Nieuwkoop |
| Banque mondiale (Suppléant) | | M. Julian A. Lampietti |
| Fonds international de développement agricole (Représentant) | | Monsieur Donal Brown |
| Fonds international de développement agricole (Suppléant) | | Mme Enika Basu |
| Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (Représentant) | | M. Máximo-Torero Cullen |
| Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (Suppléant) | | M. Mohamed Manssouri |
| Programme alimentaire mondial (Représentant) | | M. Stanlake Samkange |
| Programme alimentaire mondial (Suppléant) | | M. Chris Toe |
| Organisations de la société civile | | |
| OSC du Nord (Représentant) | ActionAid USA | Mme Alberta Guerra |
| OSC du Nord (Suppléant) | ActionAid USA | M. Doug Hertzler |
| OSC du Sud (Afrique - Représentant) | ROPPA | M. Ibrahima Coulibaly |
| OSC du Sud (Afrique - Suppléant) | ROPPA | M. Ousseini Ouedraogo |
| OSC du Sud (Asie - Représentant) | NAMAC (Association nationale des coopératives agricoles mongoles) | Mme Altangerel Tsenduren |
| OSC du Sud (Asie - Suppléant) | Association des agriculteurs asiatiques (AFA) | Mme Ma Esther Penunia Banzuela |
| *Membres du Comité des bailleurs du guichet pour le secteur privé | | |
| UNITÉ DE COORDINATION DU GAFSP, DIRECTEUR DU PROGRAMME : M. El Hadj Adama Toure (Banque mondiale) | | |
| DIRECTEUR DU PROGRAMME DU GUICHET POUR LE SECTEUR PRIVÉ : M. Niraj Shah (Société financière internationale) | | |
| TRUSTEE, RESPONSABLE FINANCIÈRE PRINCIPALE : Mme Karen Pillay (Banque mondiale) | | |
| TRUSTEE, CONSEILLÈRE SENIOR : Mme Maria Lourdes Pardo (Banque mondiale) | | |

Annexe 3. projets

DANS LA FEUILLE EXCEL JUSQU'À LA CONCEPTION

| COUNTRY | PROJECT NAME | SE(S) | STATUS |
|---|--|---|----------------|
| Regional | ABI Agrifinance (Burkina Faso, Cote d'Ivoire, Mali) | IFC | Implementation |
| | Sustainable Crop Production Platform | IFC | Implementation |
| | AS Warehouse Receipts (Mozambique, Malawi) | IFC | Closed |
| | ETC Group Limited (ETG) [Malawi, Mozambique, Tanzania] | IFC | Implementation |
| | Last Mile Retailer (Global) | IFC | Implementation |
| | Roya Response (Central America) | IFC | Closed |
| | Sahel Irrigation Initiative Project (Africa) | IFC | Closed |
| | Smallholder Platform – Agribusiness Leadership Program (ALP) (Global) | IFC | Implementation |
| | WEFA (Irrigation Diagnostic) Phase 1-3 (Sub-Saharan Africa) | IFC | Implementation |
| MMI Using e-granary innovative mobile platform to deliver economic services to farmers in East Africa (Rwanda, Tanzania and Uganda) | IFAD | Implementation | |
| Afghanistan | Community Driven Irrigation Management TA | FAO | Implementation |
| | Community Driven Irrigation Management | ADB | Preparation |
| | Rikweda Fruit Processing Company | IFC | Closed |
| Bangladesh | Integrated Agricultural Productivity Project (IAPP) | WB | Closed |
| | Integrated Agricultural Productivity Project (IAPP)-TA | FAO | Closed |
| | MMI Increasing Access to Finance for Farmer Organizations in Bangladesh | FAO | Implementation |
| | Accelerating Economic and Social Inclusion of Smallholder Farmers in Climatic Hotspots through Strong Producers' Organizations | FAO, Sara Bangla Krishak Society (SBKS) | Preparation |
| | Diversified Resilient Agriculture for Improved Food and Nutrition Security (DRAIFNS) | IFAD, FAO | Preparation |
| | Pran Food Safety - Phase II | IFC | Implementation |
| | Pran Food Safety Project | IFC | Closed |

ANNEXE 3. PROJETS

| | | | |
|--|--|--|---------------------|
| Benin | Project to Support Food Production and Build Resilience in Alibori, Borgou, and Collines Departments (PAPVIRE-ABC) | AFDB | Implementation |
| Bhutan | Food Security and Agriculture Productivity Project (FSAPP) | WB | Implementation |
| | Building Resilient Commercial Smallholder Agriculture | IFAD, WFP | Preparation |
| Burkina Faso | Mountain Hazelnut Venture Limited (MHV) Bhutan | IFC, ADB | Active |
| | Additional Financing for Agricultural Productivity and Food Security (PAPSA) | WB | Closed |
| | West Africa Food System Resilience Program (FSRP) | WB | Preparation |
| | Sofitex ESAP (ESMS Project) I, II, III | IFC | Closed |
| | Global Warehouse Finance Program (GWFP) I and II | IFC | Closed |
| | Cotton Burkina | IFC | Closed |
| | Burundi | National Food Security and Rural Development Programme in Imbo and Moso (PNSADR - IM) | IFAD |
| Supporting Small-scale Family Farmers who are Members of CAPAD Cooperatives in Burundi to be Resilient to the Effects of the COVID-19 Pandemic | | IFAD, Confédération des Associations des Producteurs Agricoles pour le Développement (CAPAD) | Preparation |
| Prothem Burundi | | IFC | Cancelled (in 2021) |
| Cambodia | Climate Resilience Rice Commercialization Sector Development Program (Rice-SDP) | ADB | Implementation |
| | Emergency Food Assistance Project (EFAP) | ADB | Closed |
| | Building Back Better: Organic Agriculture for Smallholder Farmers in Northern Cambodia | WFP, Cambodian Agriculture Cooperative Corporation Plc. (CACC) | Preparation |
| | Acleda Cambodia | IFC | Closed |
| | A2F GWFP Training | IFC | Closed |
| | Invest Rice EAP | IFC | Implementation |
| | Mars BRICo | IFC | Implementation |
| | AMRU Rice Ltd. | IFC | Implementation |

ANNEXE 3. PROJETS

| | | | | |
|---------------|---|--|--|-------------|
| Cameroon | Cameroon's International Bank of Savings and Credit (BICEC) Risk Sharing Facility (RSF) | IFC | Closed | |
| | Cameroon WB/IFC - BICEC RSF | IFC | Active | |
| | Cameroon WB/IFC - SocGen RSF | IFC | Active | |
| | Société Générale (SocGen) Cameroon | IFC | Active | |
| CAR | Enhanced Resilience, Food and Nutrition Security in Kemo and Ouaka Districts-TA | FAO | Implementation | |
| Cote d'Ivoire | Strengthening Smallholder and Women's Livelihoods and Resilience in N'Zi Region | AFDB | Implementation | |
| | Barry Callebaut | IFC | Closed | |
| | Cargill II | IFC | Implementation | |
| | SIPRA ESAP (ESMS Project) | IFC | Closed | |
| | Ivorian Bank Society (SIB) Cargill | IFC | Closed | |
| | AfDB Women-led Coops | IFC | Implementation | |
| | Compagnie Ivoirienne pour le Développement des Textiles (CIDT) | IFC | Implementation | |
| | DRC | Resilience and Nutrition in Great Lakes Region (RENUGL) | WB | Preparation |
| | | Sustainably improve the nutrition and resilience of the most vulnerable populations in the South Kivu - Tanganyika corridor. TA | FAO | Preparation |
| | | Support Project for the Promotion of Agricultural Entrepreneurship and Food Security for Local Producers' Organizations in the DRC | IFAD, Confédération Paysanne du Congo (COPACO-PRP) | Preparation |
| Ethiopia | Agricultural Growth Project (AGP)1-TA | FAO | Closed | |
| | Agricultural Growth Project (AGP) II TA | FAO | Implementation | |
| | Agricultural Growth Project (AGP) II | WB | Implementation | |
| | Agricultural Growth Project (AGP) 1 | WB | Closed | |
| | Ethiopia Coffee | IFC | Closed | |
| | AfricaJuice ESAP (ESMS Project) | IFC | Closed | |
| | AfricaJuice Outgrower | IFC | Cancelled | |



GAFSP Coordination Unit
1818 H Street, NW
Washington, DC 20433 USA

GAFSP-INFO@GAFSPFUND.ORG
GAFSPFUND.ORG

 [@GAFSPfund](https://twitter.com/GAFSPfund)

[#GAFSPAR2023](https://twitter.com/GAFSPfund)